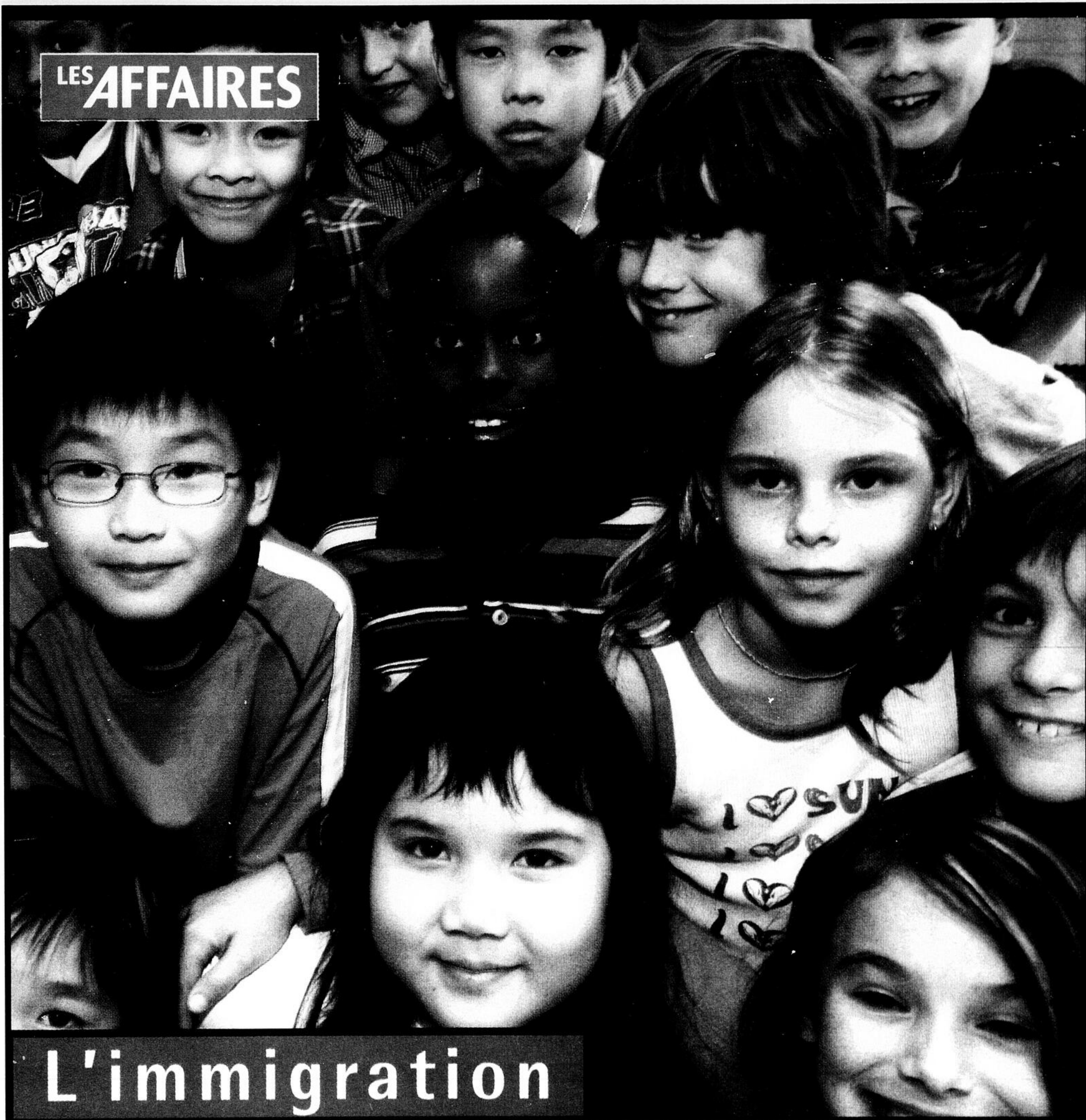


NUMÉRO SPÉCIAL LES AFFAIRES



LES **AFFAIRES**

# L'immigration

AUTOMNE 2005

LES GRANDS ENJEUX LES AFFAIRES



## PLUS DE LA MOITIÉ DE VOTRE BUDGET VA Y PASSER

Lorsqu'on sait que plus de 50 % du budget d'une entreprise est consacré aux ressources humaines, on comprend l'importance de confier ce travail de gestion à quelqu'un de compétent.

Faites appel à un professionnel en ressources humaines agréé. Il saura vous aider à mobiliser vos ressources afin d'atteindre vos objectifs.

Pour en savoir plus sur l'Ordre et sur les titres CRHA et CRIA, visitez notre site Internet au : [www.orhri.org](http://www.orhri.org)



Ordre des  
**CRHA et CRIA**  
du Québec

## MOT DE L'ÉDITEUR

## Un apport fondamental à notre prospérité future

**S**elon Statistique Canada, la population canadienne s'est accrue de 296 100 personnes entre les 1<sup>er</sup> juillet 2004 et 2005. De ce nombre, 244 600 personnes étaient des immigrants, et parmi elles, plus de 35 000 se sont installées au Québec. Sans leur apport, la population canadienne n'aurait augmenté que de 50 000 personnes.

C'est dire l'importance de l'immigration dans l'accroissement de notre population et, par ricochet, dans la croissance de notre économie. Parce que nous nous repro-

duisons peu, l'apport des immigrants est un facteur fondamental de notre prospérité future et de l'influence que notre pays pourra exercer sur la scène mondiale.

L'immigration est toutefois aussi un enjeu, car ce n'est pas tout d'ouvrir toutes grandes nos portes aux personnes désireuses de s'installer chez nous.

Il n'est pas suffisant, en effet, de les accueillir physiquement, notamment en fournissant à certains d'entre eux une aide temporaire (argent, logement, cours de langue, stages en entreprise, etc.) en attendant qu'ils se trouvent du travail.

Il faut surtout les accueillir avec ouverture, c'est-à-dire

les aider à s'intégrer au sein de notre société avec leur culture et leurs coutumes. Il nous faut savoir reconnaître la contribution réelle qu'ils peuvent apporter à la diversité culturelle de notre milieu et à la vie économique d'ici en leur ouvrant les portes de nos organisations et en leur donnant accès à nos professions. Bref, il faut savoir les intégrer de façon pleine et entière, exactement comme on le fait avec un jeune diplômé accédant à son premier emploi.

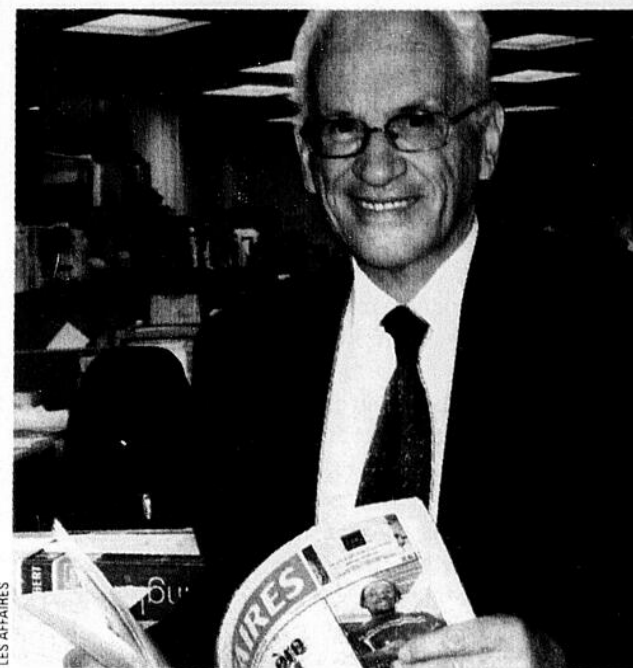
Pour des raisons culturelles, il peut s'avérer plus difficile au départ d'intégrer un immigrant dans un milieu de travail donné. La perspective à moyen terme peut toutefois être tout autre

si celui-ci a vécu des expériences différentes, possède des compétences particulières et appartient à une culture susceptible de représenter un avantage certain auprès des clientèles « ethniques » et dans les marchés étrangers.

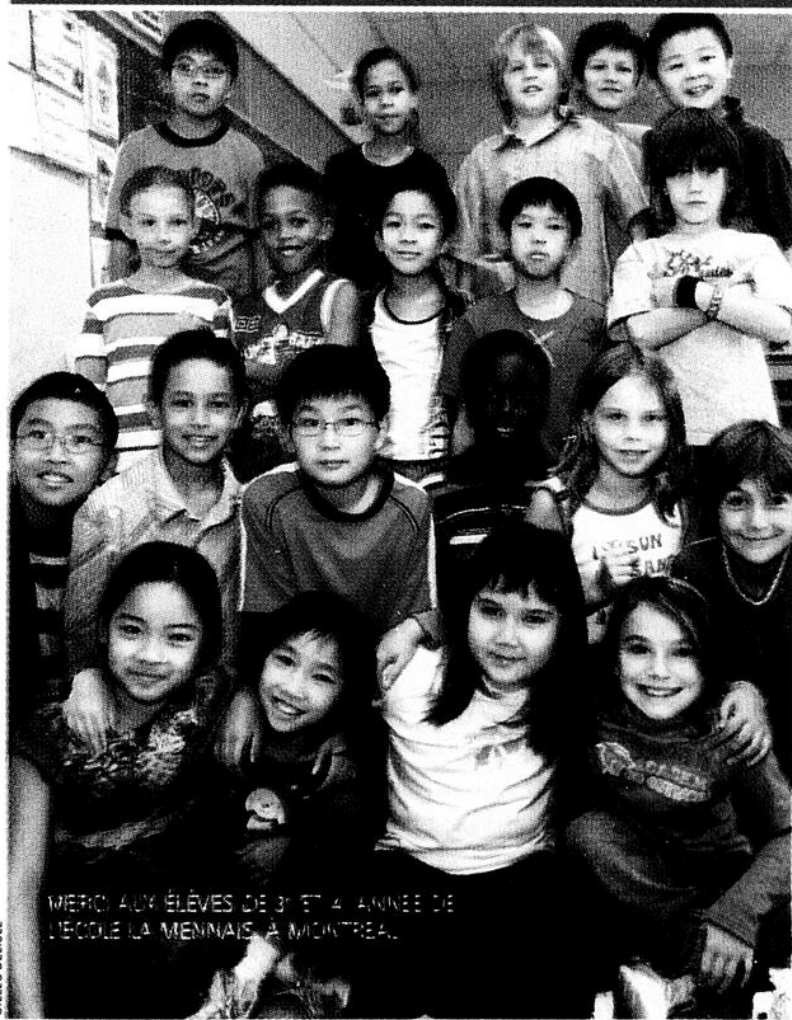
Même si l'intégration des immigrants pose parfois un défi, il ne manque vraiment pas d'exemples de réussites spectaculaires à cet égard. C'est ce dont nous avons voulu rendre compte avec le présent dossier.

Je tiens à remercier le rédacteur en chef délégué, René Vézina, qui a effectué la recherche et rédigé la plupart des textes de ce cahier.

Jean-Paul Gagné, éditeur



LES AFFAIRES

MERCI AUX ÉLÈVES DE 3<sup>e</sup> ET 4<sup>e</sup> ANNÉE DE L'ÉCOLE LA MENNAIS, À MONTRÉAL.

GILLES DELISLE

- 4 Chronique d'une riposte généralisée
- 6 Des bâtisseurs venus d'ailleurs  
De Matane à Hébertville, cinq parcours exemplaires d'entrepreneurs immigrants : Tony Carpinteri, Mohamed El Khayat, Jacob Lehmann, Efstratios Chrisafoudis et Behzad Mahdavi
- 10 Du sang neuf pour des communautés traditionnelles  
Des municipalités aux quatre coins du Québec cherchent du renfort pour assurer leur avenir en regardant du côté des nouveaux arrivants.
- 4 Ils sont maintenant d'ici  
Le professeur Jean Renaud et son équipe confirment l'intégration réussie des immigrants à Montréal.
- 15 Immigrants en affaires : du rêve à la réalité  
Le SAJE Montréal centre accompagne les futurs entrepreneurs néo-québécois.
- 16 Québec veut jouer la carte de la diversité  
Elle demeure la seule ville à s'être dotée d'un commissaire à l'immigration.
- 18 Nations-Unies à la Sherbrooke  
L'étonnante transformation de la Reine des Cantons de l'est.
- 9 Faut-il gaspiller des diplômes pour protéger le public?  
L'épineuse question de la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger.
- 20 Les ordres professionnels se disent ouverts aux immigrants qualifiés  
Concilier la protection du public et la nécessité d'utiliser les ressources disponibles.
- 21 Le Québec, société distincte en immigration  
La ministre Lise Thériault veut assouplir les barrières qui demeurent.
- 22 Pour des lendemains qui chantent  
Des membres de la Jeune chambre de commerce haïtienne se racontent.
- 23 Briller avec les meilleurs  
L'exemple de SNC-Lavalin, qui mise sur le multiculturalisme.

Les textes sont de René Vézina, sauf mention contraire.

ÉDITEUR : JEAN-PAUL GAGNÉ

RÉDACTION : ÉDITEUR ADJOINT ET RÉDACTEUR EN CHEF : PIERRE MARCOUX RÉDACTEUR EN CHEF DÉLÉGUÉ : RENÉ VÉZINA DIRECTRICE ARTISTIQUE : LOUISE ROULEAU GRAPHISTE : ANIK BELLIVEAU CHEF DE PUPITRE : JEAN-CLAUDE SURPRENANT PUPITREUR : STÉPHAN DUSSAULT

JOURNALISTE : BERNARD PLANTE RECHERCHE : CLAUDE MARCIL ET JULIE TURGEON

DIRECTEUR, SECTIONS ACTUALITÉ, ENTREPRENDRE, IMMOBILIER ET MANAGEMENT : YVES DÉRY DIRECTEUR, SECTION INVESTIR ET MES AFFAIRES : BERNARD MOONEY DIRECTRICE, CAHIERS ET DOSSIERS SPÉCIAUX : DANIELLE TURGEON

PUBLICITÉ : TRANSCONTINENTAL PROCOM PUBLICATIONS ÉCONOMIQUES DIRECTEUR GÉNÉRAL DES VENTES LOUIS LAMARRE DIRECTEUR ADJOINT DES VENTES ÉRIC MORIN VENTES NATIONALES - MONTRÉAL CATHERINE RESCH VENTES NATIONALES - TORONTO JILL DAVIDSON

NOUVEAUX MÉDIAS : DIRECTEUR YVES DAoust

COMMUNICATIONS MARKETING : DIRECTRICE NATHALIE CARBONNEAU TIRAGE : DIRECTEUR FRANÇOIS BLONDIN PRODUCTION : NUMÉRISATION CENTRE DE PROD. PARTAGÉ MTL DIRECTEUR SYLVAIN RENAUD COORDONNATRICE CHANTAL BERGERON

ADMINISTRATION : MÉDIAS TRANSCONTINENTAL INC. PRÉSIDENT : ANDRÉ PRÉFONTAINE V.-P., FINANCES ET ADMINISTRATION : GINETTE ROY V.-P. PRINCIPALE, PUBLICATIONS AUX CONSOMMATEURS : FRANCINE TREMBLAY

IMPRESSION : IMPRIMERIE TRANSCONTINENTAL D.E. INC. DIVISION TRANSMAG 10807, MIRABEAU, ANJOU, QC H1J 1T7 TARIFS D'ABONNEMENT (AU QUÉBEC) : JOURNAL LES AFFAIRES (52 FOIS L'AN);

1 AN : 42,12 \$ (+ TAXES = 48,45\$); 2 ANS : 63,19 \$ (+ TAXES = 72,67\$). DUO : JOURNAL LES AFFAIRES (52 FOIS L'AN) ET MAGAZINE AFFAIRES PLUS (12 NUMÉROS PAR AN);

1 AN : 59,95 \$ (+ TAXES = 68,96\$); 2 ANS : 89,95 \$ (+ TAXES = 103,47\$). POUR CONNAÎTRE LES TARIFS D'ABONNEMENT POUR LE RESTE DU CANADA ET À L'ÉTRANGER, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC LE SERVICE À LA CLIENTÈLE.

SERVICE AUX ABONNÉS (8 H 00 À 17 H 00) : TÉLÉPHONE : (514) 392-2010 OU 1 800 361-7215 TÉLÉCOPIEUR : (514) 392-4724 SITE INTERNET : WWW.LESAFFAIRES.COM

LISTE D'ABONNÉS : IL NOUS ARRIVE DE METTRE NOTRE LISTE D'ABONNÉS À LA DISPOSITION D'ENTREPRISES OU D'ORGANISMES QUI PROPOSENT DES PRODUITS OU DES SERVICES. SI VOUS NE VOULEZ PAS QUE VOTRE NOM Y FIGURE, FAITES-LE NOUS SAVOIR PAR ÉCRIT, EN JOIGNANT UNE ÉTIQUETTE D'ENVOI DE VOTRE JOURNAL. SI VOUS NE DÉSIREZ PAS RECEVOIR D'INFORMATION DE NOTRE PART PAR TÉLÉCOPIEUR OU PAR COURRIEL, VEUILLEZ EN AVISER LE SERVICE À LA CLIENTÈLE.

MEMBRE DE TRANSCONTINENTAL INC. PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL : RÉMI MARCOUX

RÉPERTORIÉ DANS L'INDEX DES PÉRIODIQUES CANADIENS. DÉPÔT LÉGAL, BIBLIOTHÈQUE DU QUÉBEC ISSN 0229-3404. SECOND CLASS USPS 004582, CHAMPLAIN, N. Y., 12919-1518

8000 av. J.-C.

LES ANCÊTRES DES AMÉRINDIENS SONT INSTALLÉS DANS LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT

1541

LES PREMIERS CROATES VENUS AU CANADA POURRAIENT ÊTRE DEUX MARINS DALMATIENS QUI AURAIENT VOYAGÉ AVEC JACQUES CARTIER.

1544

LES BASQUES ÉTABLISSANT DES PÊCHERIES À TADOUSSAC, À L'EMBOUCHURE DU SAGUENAY.

1606

LE PREMIER VISITEUR NOIR CONNU, MATTHEW DA COSTA, D'ORIGINE PORTUGAISE, EST INTERPRÈTE POUR CHAMPLAIN.

1608

SAMUEL DE CHAMPLAIN FONDE QUÉBEC.

# Chronique d'une riposte généralisée

PAR RENÉ VÉZINA

Le premier flash a surgi lors du Gala Genesis 2004, la grande soirée annuelle de l'industrie de la biotechnologie québécoise. Je me suis retrouvé entre Philippe Aliabadi, Iranien d'origine et président de l'Association des industries des technologies de la santé et président de DenPlus, et Élie Farah, d'ascendance égyptienne, alors président du conseil de BIOQuébec et président de Biophage : des scientifiques entrepreneurs de haut niveau, bardés de diplômes. En face, pour compléter le portrait, était assis Perry Niro, directeur-général et chef de la direction de BIOQuébec... et descendant d'immigrant italien.

Il était bien loin, le stéréotype du chauffeur de taxi ou du restaurateur ethnique, encore que le foisonnement multiculturel que connaît aujourd'hui Montréal s'alimente de toutes les conditions et de tous les métiers, chacun apportant sa touche au dynamisme de la ville.

Le deuxième s'est produit quelques semaines plus tard lors de la présentation du document *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, le nouveau plan d'action du ministère de l'immigration et des Communautés culturelles du Québec, une somme d'informations qui montre la contribution des immigrants et l'urgence de mieux jouer ici cette carte maîtresse.

Nous nous sommes donc mis à collectionner progressivement les histoires et les démonstrations d'un bout à l'autre du Québec, à Montréal comme en région. Encore que le contexte montréalais, lui, est bien connu, tandis que l'on saisit encore mal le sentiment d'urgence des Beaucerons, des gens de Kamouraska ou d'ailleurs face à l'immigration. De même, beaucoup s'imaginent qu'il s'agit d'un phénomène relativement récent, alors que des entrepreneurs aux patronymes exotiques ont depuis longtemps fait leur nid dans des endroits imprévus. On vous dira, comme à Matane : « Ah lui, c'est pas pareil, c'est Monsieur Tony », comme pour s'excuser d'avoir oublié que le nom *Capitaine* ne fait pas précisément référence au vieux terroir.

Mais c'est peut-être la beauté de la chose : cette société que l'on dit tricotée serrée est plus ouverte qu'elle ne l'admet elle-même quand elle ne se sent pas menacée. Aujourd'hui, si menace il y a, elle vient de l'extérieur : nous risquons de ne plus être assez nombreux, plus assez forts, pour défendre notre place, encore moins pour gagner du terrain.

Le ministre fédéral *des Volpes* vient d'ailleurs d'y faire écho en déclarant qu'il songeait à augmenter de 40 % la taille du contingent d'immigrants admis au pays pour les 5 prochaines années, ce qui porterait le nombre total à 300 000. Les demandes abondent d'un bout à l'autre du pays.

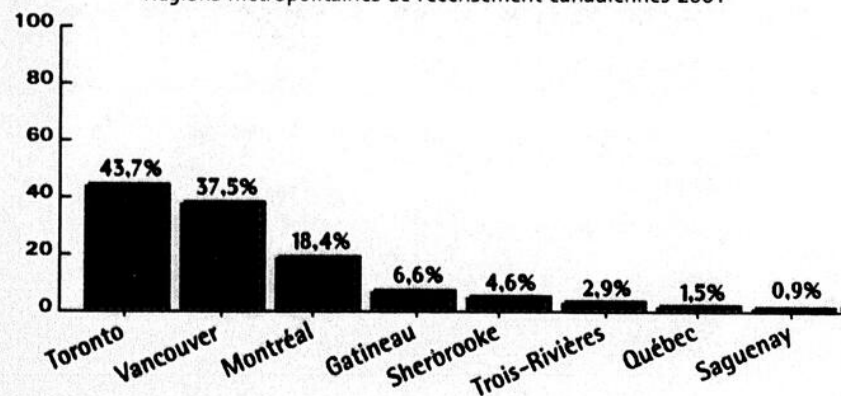
Traditionnellement, le Québec en a toujours reçu moins que son ratio total de la population canadienne, qui avoisine 22 % alors qu'à peine 15 % des immigrants s'installaient ici. Mais les choses sont en train de changer. La proportion se redresse. En 2003, elle atteignait 18 % et la tendance à la hausse va se maintenir, si les vœux des principaux acteurs sur le terrain, à commencer par la ministre québécoise, *l'oise Theriault*, se confirment.

Mieux, des visages étrangers apparaissent dans des régions autrefois peu perméables. Ils y sont accueillis un peu par compassion, beaucoup par nécessité. Le choc démographique fait son oeuvre. Et comme ces nouveaux arrivants sont proportionnellement plus nombreux qu'auparavant à connaître le français, l'adaptation en est d'autant facilitée.

C'est Jacques Lussier, le maire de Sainte-Clotilde-de-Beauce, qui disait : « Je ne connais aucun peuple qui ait survécu à une baisse démographique aussi radicale. » Idem de son économie, forcément. Voilà pourquoi il se démène pour attirer des immigrants chez lui. Il n'est pas seul à le faire. La riposte est en marche. Le déclin annoncé n'aura peut-être pas lieu.

## POURCENTAGE DE LA POPULATION IMMIGRANTE

Régions métropolitaines de recensement canadiennes 2001



SOURCE : STATISTIQUE CANADA

TABLEAU : LES AFFAIRES

## L'IMMIGRATION EN CHIFFRES

- La population québécoise a augmenté de 27 % entre 1951 et 1961, mais seulement de 3 % entre 1991 et 2001. Les immigrants ne représentent que 10 % de cette population, mais on leur doit 55 % de la croissance démographique totale depuis 1991.
- Au Québec, dans les 20 prochaines années, la proportion de gens âgés de 65 ans et plus va passer de 15 % (actuellement) à 25 %.
- L'immigration compte actuellement pour 63 % de la croissance de la population active du Québec. Elle va représenter la totalité de cette croissance dans 10 ans, de même que la totalité de la croissance de la population d'ici 25 ans.
- Entre 1999 et 2003, 176 394 immigrants se sont installés au Québec : 99 831 (57 %) admis comme immigrants économiques, 41 228 (23 %) dans le cadre du regroupement des familles, et 35 160 (20 %) comme réfugiés.
- De ce nombre global, la majorité était jeune : 61 % avaient 34 ans ou moins.
- En 2001, la population immigrée au Québec représentait 13 % de tous les immigrants recensés au Canada, par rapport à 55,6 % pour l'Ontario et 18,5 % pour la Colombie-Britannique.
- Près de 90 % des personnes nées à l'étranger sont établies dans la région métropolitaine de Montréal. On note la même proportion (90 %) de résidents dans le Montréal métropolitain pour ce qui est des immigrants hautement qualifiés.
- Le taux de chômage, chez les immigrants, atteint 12 %, contre environ 8 % pour la population québécoise globale ; mais ce taux de 12 % diminue en fonction de l'allongement de la durée de résidence au Québec.
- Celui des diplômés universitaires ayant immigré au Québec entre 1991 et 1996 était trois fois supérieur à celui des non immigrants.
- Le taux de chômage des immigrants de minorités visibles s'élève à 15 %, comparativement à 8 % pour ceux de minorités non visibles.
- En 2003, plus de la moitié des immigrants étaient de niveau universitaire, dont un tiers avec l'équivalent d'une maîtrise ou d'un doctorat.
- Près de la moitié des immigrants professionnels hautement qualifiés le sont en sciences naturelles et appliquées; de ce groupe, les ingénieurs sont aujourd'hui les plus nombreux, surpassant maintenant les informaticiens.
- Le revenu moyen des immigrants s'élève à 93,9 % du revenu moyen total au Québec.
- En 1999, 43 % des immigrants admis au Québec connaissaient au départ le français, contre 54 % en 2004. Près de 90 % des gens de ce groupe admis entre 1998 et 2002 résidaient toujours au Québec en 2004.
- Les immigrants admis entre 1991 et 2001 utilisent à 60,7 % le français au travail.
- Les cinq principaux pays de naissance des immigrants installés au Québec sont l'Italie (9,8 %), la France (7,1 %), la Chine (3,5 %), Haïti (6,8 %) et le Liban (4,1 %) ; les nouveaux arrivants admis entre 1999 et 2003 viennent surtout de Chine (9,2 %), de France (8,5 %), du Maroc (7,9 %) d'Algérie (7,6 %) et de la Roumanie (5,5 %).

SOURCES : BULLETIN DU CETECH, AUTOMNE 2004; DES VALEURS PARTAGÉES, DES INTÉRÊTS COMMUNS, MICC, 2004

# L'immigration: une autre solution d'affaires



**I**ssue moi-même du monde des affaires, je lance une invitation à tous les entrepreneurs et gestionnaires du Québec pour qu'ils intègrent dans leurs pratiques d'affaires et dans leurs stratégies de croissance une nouvelle carte, celle des compétences provenant de l'étranger.

En effet, les immigrants que recrute le gouvernement du Québec à l'étranger sont plus scolarisés que la moyenne des travailleurs québécois et bon nombre sont trilingues et même multilingues. Il s'agit là d'un atout précieux dont nous ne pouvons nous passer dans ce monde compétitif et, désormais, libre de frontières économiques. En outre, la connaissance de milieux d'affaires variés et de contextes culturels différents peut aider les entreprises à ouvrir plus grande la porte des marchés extérieurs, à mieux comprendre les codes culturels et à établir une certaine confiance préalable au développement d'affaires.

Les personnes immigrantes hautement qualifiées sont à la recherche d'environnements d'affaires stimulants où elles pourront mettre à profit leurs compétences au sein d'équipes de travail ouvertes à l'innovation et à d'autres cultures. Elles choisissent le Québec pour sa qualité de vie et ses bonnes performances économiques.

Toutefois, les personnes immigrantes peuvent se heurter à certains obstacles dans la recherche d'un emploi à la hauteur de leurs compétences. Le gouvernement du Québec en est conscient et plusieurs actions ont été entreprises avec les ordres professionnels et le milieu de l'éducation pour trouver des solutions. Nous devons faire encore mieux afin de demeurer compétitifs et attractifs.

**Je suis fascinée de voir l'énorme capital d'expertise et d'expérience de calibre international dont le Québec bénéficie grâce à l'immigration.**

**Lise Thériault**  
Ministre de l'Immigration et  
des Communautés culturelles du Québec

## De nouveaux arrivants pour s'offrir le monde !

Plusieurs pays ont misé sur la main-d'œuvre immigrante et y recourent lorsqu'il s'agit de combler de nouveaux postes, de créer des groupes de travail pour des projets particuliers ou de mieux refléter la diversité culturelle de leurs clientèles au sein de leur personnel. Pour que le Québec puisse être à l'avant-garde, les entreprises québécoises doivent faire preuve de vision et d'audace pour capitaliser sur les compétences internationales.

En s'ouvrant à l'immigration, les entrepreneurs et les gestionnaires québécois peuvent s'offrir le monde, faire prospérer leur entreprise et contribuer à l'essor du Québec.



**Immigration  
et Communautés  
culturelles**

**Québec** 

1617

LOUIS HÉBERT ET MARIE ROLLET, SA FEMME, SONT LES PREMIERS COLONS DE LA NOUVELLE-FRANCE.

1628

ON RETRACE LA PRÉSENCE D'UN JEUNE GREC, INTERPRÈTE POUR CHAMPLAIN AUPRÈS DES INDIENS.

1664

LE PREMIER COLON ALLEMAND OFFICIELLEMENT ENREGISTRÉ AU QUÉBEC, HANS BERNHARD, ACHÈTE UNE TERRE SUR L'ÎLE D'ORLÉANS.

1677

PEDRO (PIERRE) DA SILVA, ARRIVE DE LISBONNE. PREMIER MAÎTRE DE POSTE RESPONSABLE DU COURRIER ENTRE MONTRÉAL ET QUÉBEC. PEDRO DA SILVA A 15 ENFANTS. SES DESCENDANTS PORTENT AUJOURD'HUI LES NOMS DASYLVA, DASILVA ET DA SILVA.

1689

DES ESCLAVES NOIRS ARRIVENT EN NOUVELLE-FRANCE.

# Des bâtisseurs venus d'ailleurs

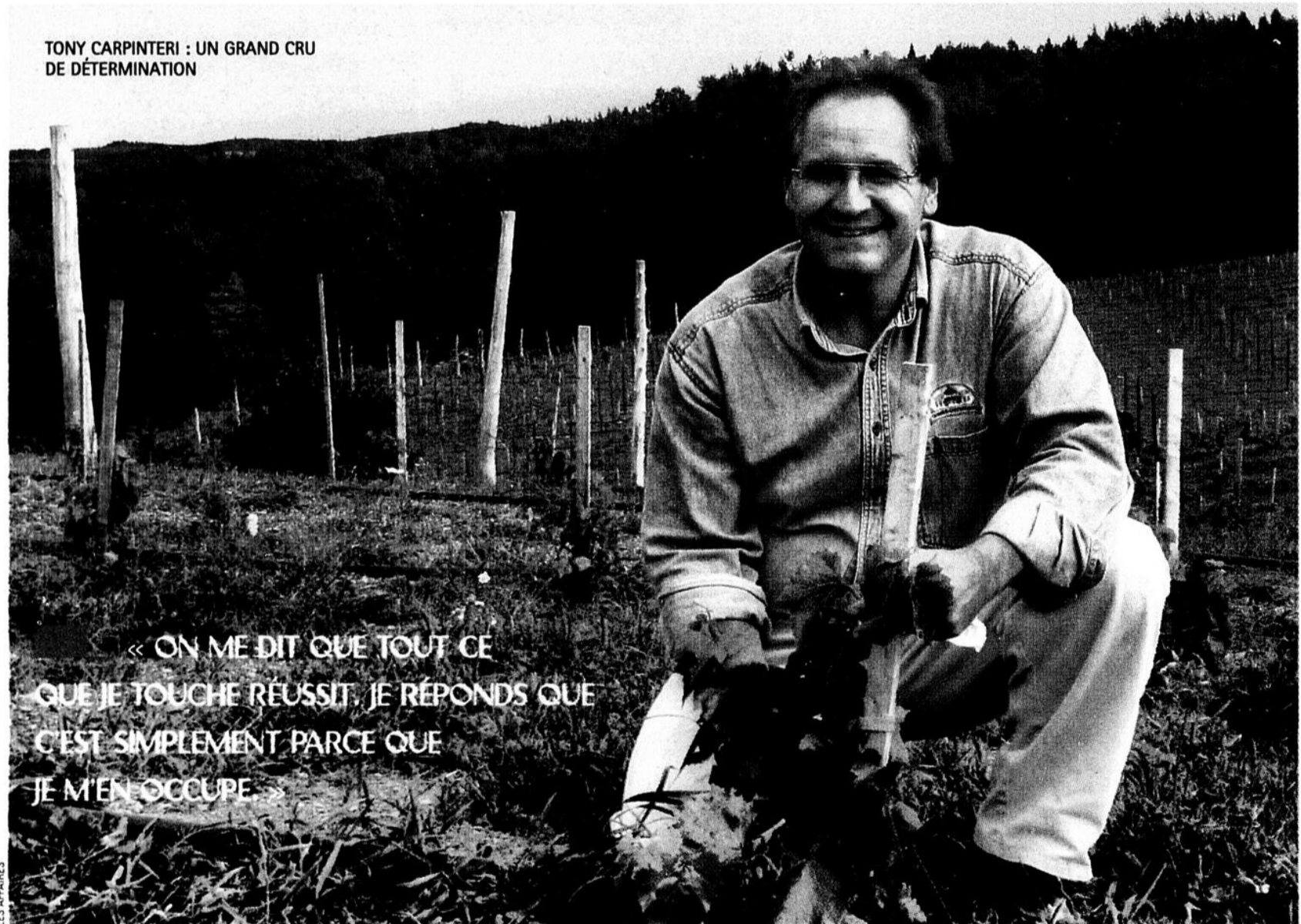
## De Matane à Hébertville, cinq parcours exemplaires d'entrepreneurs immigrants

**M**atane est connue pour ses crevettes, son traversier, voire son temps humide et venteux : mais s'il n'en tient qu'à Tony Carpinteri, la région sera bientôt renommée pour abriter le vignoble le plus nordique de toute l'Amérique du Nord.

Du vin ? À Matane ? « On m'a toujours traité de fou, ça ne serait pas la première fois, dit en souriant celui qui est devenu en 20 ans le plus important employeur de la ville. En 1985, Tony Carpinteri créait *Le Gaspésien*, qui fait aujourd'hui travailler 140 personnes, 175 en période de pointe, et se situe au deuxième rang des grands fabricants de jambons et charcuteries au Québec depuis la fusion d'*Olympe* avec *Le Gaspésien*. Pas mal pour une entreprise dérivée de la pizzeria qu'il avait achetée, en 1972, à son arrivée à Matane. Il vient d'en confier les rênes à son fils Enrico, âgé de 29 ans, ce qui lui permet de consacrer plus de temps à son nouveau rêve : faire profiter les 5 200 pieds de vigne qu'il vient de planter, au printemps, derrière Saint-Ulric, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de la ville.

L'histoire est classique : Antonino Carpinteri a débarqué à Montréal, en septembre 1970, avec 1000 livres dans ses poches, soit 1 \$. « Quand je suis parti de chez nous, en Sicile, j'ai laissé toutes mes économies à ma mère », dit-il. Il a alors 18 ans. Son frère, fraîchement installé au Québec, l'a convaincu que c'est un bon endroit pour un jeune qui veut se tailler une place au soleil. Il laisse donc son travail d'électricien à Syracuse et part pour l'Amérique.

Tony Carpinteri va rapidement s'intéresser à la restauration. Il ira successivement à Montmagny, puis à Maskinongé, à la demande de lui-même, avant d'atterrir à Matane, où une pizzeria est à vendre. En



TONY CARPINTERI : UN GRAND CRU DE DÉTERMINATION

« ON ME DIT QUE TOUT CE QUE JE TOUCHE RÉUSSIT. JE RÉPONDS QUE C'EST SIMPLEMENT PARCE QUE JE M'EN OCCUPE »

rassemblant tous ses sous et en alignant une série de chèques postdatés, il l'achète pour 7 000 \$.

Les affaires vont déjà bien quand le propriétaire d'un supermarché local lui suggère de confectionner des pizzas semi-cuites. Le succès est instantané. Tony Carpinteri vend son restaurant pour se concentrer sur les produits cuisinés. De fil en aiguille, il décide de fabriquer lui-même les charcuteries qu'il achetait des autres. Aujourd'hui, Cuisines

Gaspésiennes en produit un demi-million de livres par semaine. Il s'approvisionne auprès de fournisseurs locaux, à Rivière-du-Loup ou à Saint-Alexandre, mais doit aller chercher des fesses et des épaules de porc jusque dans le Nebraska ! Ses ventes sont à l'avenant, avec 70 % du chiffre d'affaires provenant des États-Unis et des Caraïbes.

« Je n'aurais peut-être jamais eu cette chance en Italie », reconnaît cet entrepreneur-né

qui ajoute « qu'il a trop d'idées » et s'étonne que personne n'y ait pensé avant. « On me dit que tout ce que je touche réussit. Je réponds que c'est simplement parce que je m'en occupe. » Il en va ainsi de son restaurant qui surplombe la mer, à Matane, et qui est, à ses dires, le plus grand restaurant italien en Gaspésie !

Tony Carpinteri ponctue son histoire de références à sa terre d'adoption. « Nous, les Gaspésiens, on est comme ça », dit-il sans forfanterie. Ses

concitoyens le lui rendent bien. Il est devenu une gloire locale. Et ce n'est pas terminé, avec ce projet de vignoble.

Pour le réaliser, il a acheté une ancienne fraisière. Bien à l'abri, le terrain est légèrement sablonneux et exposé au sud. « J'ai pris mes mesures, l'hiver dernier : le mercure n'est jamais descendu plus bas que - 26°C, alors qu'il a fait jusqu'à - 34°C dans les Cantons de l'Est. C'est l'influence des vents adoucissants du fleuve »,

dit-il, en signalant qu'il a planté un cépage rustique adapté au climat québécois, le Sainte-Croix.

Et s'il manque de soleil ? « On fera un peu d'assemblage, au besoin, comme tout le monde », poursuit-il sans se démonter, en parlant de son nouveau projet : un centre de vinothérapie, adjacent au vignoble, dont il a déjà imaginé les plans. Fou ? Peut-être. Mais la Gaspésie en prendrait bien des dizaines comme lui !

Exercer  
une profession  
réglementée :



Êtes-vous  
concerné ?

Au Québec, 50 professions sont régies  
par des ordres professionnels qui  
assurent la compétence et la qualité  
dans les services

[www.professions-quebec.org](http://www.professions-quebec.org)

Le Conseil interprofessionnel du Québec est le regroupement  
des ordres professionnels québécois.

Acupuncteurs  
Administrateurs agréés  
Agronomes  
Architectes  
Arpenteurs-géomètres  
Audioprothésistes  
Avocats  
Chimistes  
Chiropraticiens  
Comptables agréés  
Comptables généraux licenciés  
Comptables en  
management accrédités  
Conseillers et conseillères  
d'orientation —  
Psychoéducateurs  
et psychoéducatrices  
Conseillers en ressources  
humaines et en relations  
industrielles agréés  
Dentistes  
Denturologistes  
Diététistes  
Ergothérapeutes  
Évaluateurs agréés  
Géologues  
Huissiers de justice  
Hygiénistes dentaires

Infirmières et infirmiers  
Infirmières et infirmiers  
auxiliaires  
Ingénieurs  
Ingénieurs forestiers  
Inhalothérapeutes  
Médecins  
Médecins vétérinaires  
Notaires  
Opticiens d'ordonnances  
Optométristes  
Orthophonistes et audiologistes  
Pharmaciens  
Physiothérapeutes — Thérapeutes  
en réadaptation physique  
Podiatres  
Psychologues  
Sages-femmes  
Techniciennes et techniciens  
dentaires  
Technologistes médicaux  
Technologues professionnels  
Technologues en radiologie  
Traducteurs, terminologues  
et interprètes agréés  
Travailleurs sociaux —  
Thérapeutes conjugaux  
et familiaux  
Urbanistes



## Les Anges financiers de Montréal

### Déposez vos dossiers

Cet événement a pour but d'aider de jeunes entrepreneurs  
de l'ensemble du Québec, âgés de 18 à 40 ans, à créer  
ou développer leur entreprise en leur donnant l'occasion  
de présenter leur projet et ainsi de convaincre des gens  
d'affaires d'expérience d'investir dans celui-ci.

Grâce à ce concours  
les finalistes, sélectionnés sur la base de leur dossier de  
candidature, peuvent :

- > Présenter leur projet à des investisseurs lors  
de la Soirée des Anges financiers
- > Remporter l'une des bourses offertes aux lauréats
- > Bénéficier de la visibilité médiatique du concours

25 octobre 2005 : Lancement du concours  
30 janvier 2006 : Date finale de remise des dossiers  
29 mars 2006 : Soirée des Anges financiers

Pour tout savoir  
[www.angesfinanciers.qc.ca](http://www.angesfinanciers.qc.ca)

Si vous avez des questions,  
n'hésitez pas à communiquer avec nous :  
514. 872-8401 ou 514. 845-4951, poste 24

 Développement  
économique Canada  Canada Economic  
Development

Canada

 Deloitte.  
Samson Béland/Deloitte & Touche

 Financière  
Sun Life

1749

LE NATURALISTE  
SUÉDOIS PEHR KALM  
PARCOURT LA  
NOUVELLE-FRANCE.

1757

DES SOLDATS IRLANDAIS,  
FAITS PRISONNIERS DANS  
L'UNIFORME BRITANNIQUE,  
PASSENT DU CÔTÉ  
FRANÇAIS.

1759

LE RÉGIMENT ÉCOTSAIS  
DES FRASER HIGHLANDERS  
ESCALADE LA FALAISE DE  
QUÉBEC EN 1759 ET PARTICIPE  
À LA BATAILLE DES PLAINES  
D'ABRAHAM.

1760

AARON HART EST LE  
PREMIER JUIF À S'ÉTABLIR  
AU QUÉBEC. IL OUVRE  
UN COMMERCE  
À TROIS-RIVIÈRES.

1760

ON COMPTE ENVIRON  
200 FAMILLES  
ALLEMANDES DANS LA  
VALLÉE DU SAINT-LAURENT.

## Du Maroc au boulevard Charest

PAR BERNARD PLANTE



MOHAMED EL KHAYAT  
« SI LES IMMIGRANTS  
ONT LA POSSIBILITÉ  
DE TRAVAILLER, ILS  
RESTERONT. »

MARTIN MARTEL

Il est devenu une sorte de porte-étendard pour la cause de l'immigration dans la ville de Québec.

Mohamed El Khayat est Marocain. Il est arrivé à Québec en août 1987 après avoir vécu trois ans avec une Québécoise en Espagne où il poursuivait ses études en informatique, alors qu'elle se spécialisait en littérature espagnole. Le couple a deux enfants, une fille et un garçon.

Mohamed El Khayat est maintenant vice-président et directeur général de l'entreprise qu'il a fondée, Informatique EBR. Il y a un an, EBR a décroché le contrat de la réalisation de l'intranet du Conseil du trésor, devant des firmes comme IBM, Oracle et Microsoft ! Soixante-douze personnes travaillent dans l'entreprise et 15% sont des immigrants. « Québec, c'est chez moi, dit-il.

« À mon premier voyage, en 1986, je n'ai pas aimé la ville. C'était beau, les maisons étaient jolies, il y avait des fleurs et tout, mais personne dans les rues, c'était trop calme. Mais il y avait les grands espaces. J'ai raconté ça

à mon père et il m'a dit : *quand il y a de l'espace, c'est qu'il y a de la place.* Maintenant, je n'aime plus fréquenter les souks trop achalandés du Maroc. »

Aujourd'hui, il est inquiet. Les résultats d'un sondage SOM réalisé pour le compte du quotidien *Le Soleil* révèlent que 75% des Québécois (résidents de la ville de Québec) estiment qu'il y a trop ou assez d'immigrants. Pourtant, Québec est une des villes canadiennes qui attirent le moins d'immigrants tout en affichant un taux de natalité très bas.

« Qui va payer les retraites ? Le gouvernement va prendre de moins en moins de place, et quand les entreprises vont manquer de main-d'œuvre, elles vont déménager. » À ce rythme, avance-t-il, Québec ne passera pas le test de la mondialisation. La ville restera « un très beau village », si elle ne prend pas le virage de l'immigration.

Il s'explique mal la situation. « Québec, c'est la plus belle ville d'Amérique et c'est le meilleur endroit pour élever des enfants. J'ai un bureau à Montréal, mais je ne déménagerai pas. La qualité de vie est meilleure ici. »

Mohamed El Khayat refuse de parler de racisme ou de xénophobie. Il évoque plutôt l'ignorance, les préjugés ou la peur de la différence. « La ville affiche encore un visage blanc, catholique et francophone, comme si les gens de Québec étaient dépositaires de cette culture. Les immigrants ne sont pas préparés à cette réalité. Ils viennent de prendre la décision la plus difficile de leur vie, se déraciner, et ils cherchent une façon de se retrouver. »

Montréal possède une « masse critique » d'immigrants. Et pour ceux qui arrivent, explique-t-il, c'est rassurant. Il y a toujours « un cousin ou une cousine » pour expliquer la réalité québécoise. Cette masse critique n'existe pas à Québec.

« Les nouveaux arrivants ont besoin de repères pour savoir comment ça fonctionne ici. Moi, j'ai eu la chance d'être parrainé par mon épouse. » Il faut que les programmes gouvernementaux « s'adaptent » à cette réalité. Ils ne peuvent pas être les mêmes à Montréal et à Québec.

Bon an mal an, 300 immigrants obtiennent un diplôme de l'Université Laval. « Ça coûte 500 000 \$ pour mener un enfant du berceau à la maîtrise. Si on parvenait à garder 200 de ces diplômés ici, on se ferait, chaque année, un cadeau de 100 M\$ ! »

Le secret, c'est le travail. « S'ils ont la possibilité de travailler, ils resteront. » Et dans son esprit, ils peuvent grandement aider Québec à prendre le virage de la mondialisation. Ils parlent trois langues – la leur, le français et l'anglais – ils connaissent la planète... et ils n'ont pas peur de foncer.

## L'herbe jeannoise pour les meilleurs fromages québécois

Leurs fromages portent des noms qui font partie du passé québécois : Kénogami, Pikauba, Valbert (pour Val-Jalbert). Mais l'apport de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, est tout à fait actuel et permet de rêver à un meilleur futur.

Les fromages fins au lait cru produits dans cette petite exploitation de Hébertville, au sud d'Alma, ont depuis longtemps dépassé les frontières de la région. En 2004, le grand prix du fromage québécois, le Caseus d'or, a justement été attribué au Valbert. Vrai, Valbert fait aussi référence au village du Jura suisse que la famille Lehmann a quitté, en 1983, pour s'installer au Québec. Mais le lien avec le village fantôme, à quelques kilomètres, était si naturel...

« Ici, l'herbe permet de produire des fromages fins. En fait, l'herbe est au fromage ce que le raisin est au vin. Il faut de la qualité, et les coteaux ensoleillés le permettent », dit Jacob Lehmann. Homme de peu de mots, il s'étonne encore de son succès et regimbe quand on lui dit qu'il pourrait en fabriquer encore plus. « J'ai 35 vaches et nous produisons à pleine capacité en travaillant 70 heures par semaine. Si je voulais augmenter la production, je devrais acheter de

nouveaux quotas, construire des installations... Ce n'est pas mon but. Ses vaches ? Des « brunes suisses », habituées aux écarts de température, qui lui offrent le type de lait requis.

« Je n'ai pas commencé pour servir d'exemple », dit-il. Après une vingtaine d'années au Québec, il a simplement eu le goût de reproduire les gestes de sa grand-mère qui fabriquait elle aussi du fromage, en mettant sa famille à contribution et en s'assurant ainsi d'un meilleur revenu. Il produit maintenant 18 tonnes de fromage par année, qui sont distribués un peu partout au Québec. Les chanceux peuvent en trouver dans leur ville, sinon on en vend directement à la ferme.

« Nous avons été bien accueillis, à la manière québécoise, dit-il. Mais j'ai l'impression qu'au Québec, on se fait aisément des chums, plus difficilement des amis. C'est dit sans méchanceté, ajoute-t-il. Il est agréable d'arriver dans un nouveau pays où l'on se sent libre, et j'ai l'impression d'être plus libre qu'en Suisse. »

Sa recette pour réussir ? « Travailler. C'est la seule façon de se faire une place. Ma plus grande satisfaction, c'est de vivre avec ceux que j'aime et de pouvoir travailler avec ma femme et trois de mes enfants. Ça fait un peu Père Noël, mais c'est ainsi. »



LES AFFAIRES

JACOB LEHMANN : « IL EST  
AGRÉABLE D'ARRIVER DANS  
UN NOUVEAU PAYS OÙ  
L'ON SE SENT LIBRE. »

Dans la région, en tous cas, on leur sait gré d'avoir secoué les façons de faire. « À l'époque, nous comptions trois fromageries. Aujourd'hui, il y en a dix et l'offre s'est joliment diversifiée », dit Roger Boivin, président du Groupe Performance Stratégique, à Saguenay, et consultant en développement. Il sait de quoi il parle : ses cousins Boivin gèrent depuis 1938 la fameuse fromagerie du même nom, dans l'arrondissement de La Baie.

« Les Lehmann ont insufflé une nouvelle vision du monde et ont révolutionné l'art du fromage alors

que nous pensions nous y connaître, dit-il. C'est vrai qu'on produit ici de l'excellent cheddar, avec les fromageries Perron, St-Laurent et Boivin, mais ils ont montré avec aplomb que les produits du terroir et les fromages fins peuvent aussi avoir du succès, au moment où l'on s'interroge sur le sort de notre industrie laitière. Le nouvel élan de notre production fromagère, qui regroupe aujourd'hui trois fromageries industrielles et sept fromageries artisanales employant globalement 265 personnes, coïncide avec leur entrée en scène. »

1764

LES DEUX PREMIÈRES PAROISSES ANGLICANES SE FORMENT À MONTRÉAL ET À QUÉBEC.

1768

LA CONGREGATION JUIVE SHEARITH ISRAEL EST FONDÉE À MONTRÉAL. IL S'AGIT DE LA QUATRIÈME CONGRÉGATION À S'ÉTABLIR SUR LE CONTINENT NORD-AMÉRICAIN.

1781

FRIEDRICH-ADOLPH VON RIEDESEL, UN BARON ALLEMAND, LOGE CHEZ LE GOUVERNEUR HALDIMAND, À SOREL. SUIVANT LA COUTUME ALLEMANDE, IL DÉCORE UN ARBRE DE NOËL, LE PREMIER AU QUÉBEC.

1789

FONDATION DE LA PREMIÈRE ÉGLISE ANGLICANE DE MONTRÉAL, LA CHRIST CHURCH.

1793

L'ESCLAVAGE EST ABOLI AU CANADA. LES « PROPRIÉTAIRES » D'ESCLAVES PEUVENT GARDER CEUX QU'ILS AVAIENT « ACQUIS » AVANT QUE NE SOIT PROCLAMÉE LA NOUVELLE LOI.

## Efstratios Chrisafoudis, alias Monsieur Stratos

PAR BERNARD PLANTE

Efstratios Chrisafoudis débarque à Montréal en 1971. Il a 17 ans. Il parle grec et anglais. Aujourd'hui, Stratos (c'est comme ça que tout le monde l'appelle) est l'unique propriétaire de la chaîne de restaurants qui porte son nom et dont le chiffre d'affaires dépasse les 40 millions \$. « Le Québec, dit-il, c'est chez moi. »

M. Chrisafoudis, alias Stratos, a vu le jour dans le Nord-Est de la Grèce, près de la frontière turque. Ses parents vont rapidement déménager à Athènes... près d'un terrain de golf. « À huit ans, je ramassais des balles de golf. Il sera caddy, ce qui va le mener, à 15 ans, sur le circuit de la PGA ! Il travaillera aussi dans la restauration, expérience qui lui servira bien, plus tard.

En 1971, il se met en tête de devenir marin. Son bateau passe par Montréal. Une « chicane de bateau » éclate, et M. Stratos choisit de débarquer. Le jour même il déniché un emploi dans un restaurant, obtient rapidement un permis de résidence temporaire et se lie d'amitié avec l'un des employés. « Viens chez moi, lui dit ce dernier. Tu vas voir, il y a des lacs et tout ça, c'est beau. » Dix jours plus tard, le jeune Grec se retrouve à Grand-Mère. Il se souvient : « Les gens étaient prêts à m'aider. Ils m'invitaient à la maison,

ils étaient très accueillants. »

Il travaillera d'abord comme journalier chez Alcan, à Shawinigan, puis il ouvre son premier restaurant : la Pizzeria Athènes. Jean Chrétien, se souvient-il, y passe à l'occasion pour manger « un demi-spaghetti boulettes ». Le commerce est vendu avec « un léger profit » en 1978.

Puis, « une occasion en or se présente à Val-d'Or », se rappelle-t-il en riant. Il ouvre un autre restaurant, Le Palais d'Athènes. Une succursale suit à Malartic. En 1984, un troisième établissement est sur le point d'ouvrir, cette fois à Senneterre. Mais le pire arrive. Un grave accident de voiture va forcer une convalescence de près de trois ans. « Bye-bye, les affaires. J'ai tout perdu. J'avais tout appris, sauf à déléguer. » Au cours de cette période la vie sera difficile, les revenus rares.

En 1989, il revient en Mauricie. « Je me sentais en forme. » Un prêt de 16 000 \$ lui est consenti par la Banque Nationale, au Cap-de-la-Madeleine, et le premier restaurant de ce qui allait devenir la chaîne Stratos ouvre ses portes à Trois-Rivières.

« C'était un petit comptoir de rien du tout, explique-t-il. Je voulais juste un job pour moi et un toit pour ma famille. » Il a misé sur la distinction. « Tout était fait maison, même le pepperoni. C'est ce qui m'a permis d'avancer. »

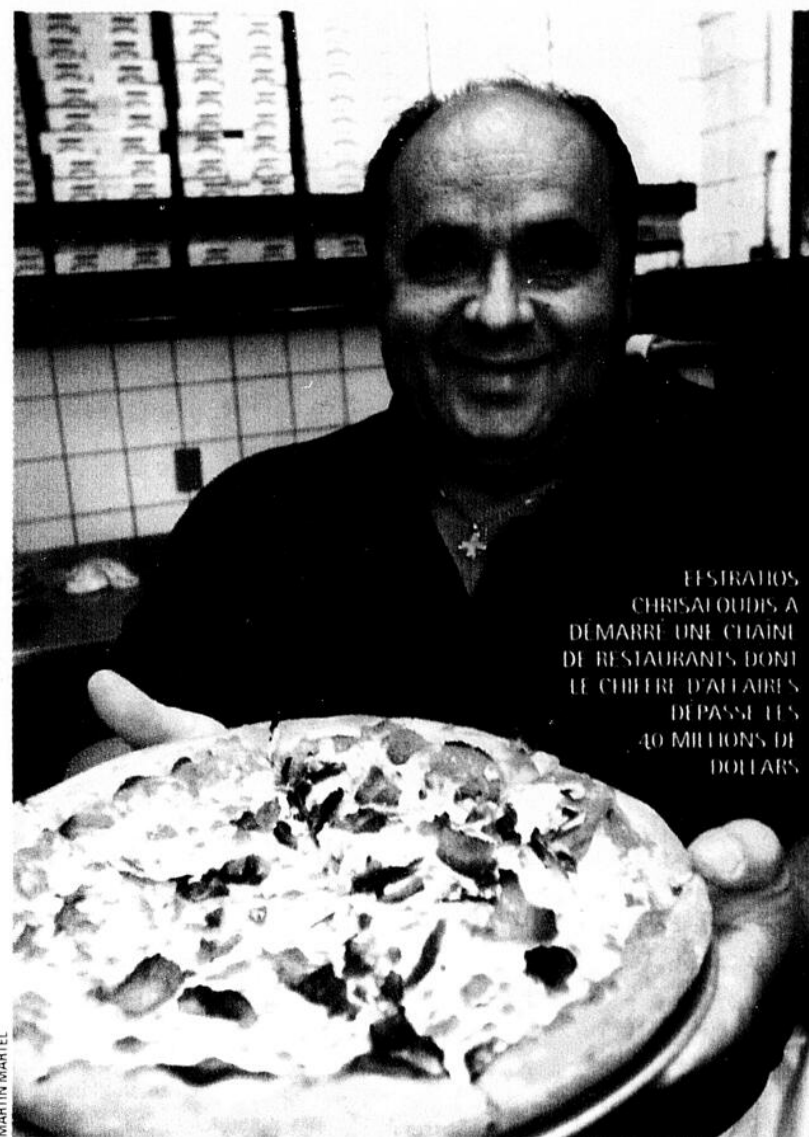
Les deux premières années sont difficiles. Puis, c'est le déferlement. « Tout le monde voulait avoir une franchise au rythme de trois, quatre, cinq, par année. Je dormais deux heures par jour. »

Le succès forcera la structuration de l'entreprise. Le siège social aura pignon sur rue à Trois-Rivières. « Je devais solidifier ma base. » Tout sera intégré : achats, distribution, formation, recherche et développement, homogénéité du produit, etc.

La chaîne Stratos compte aujourd'hui 28 restaurants, dont 23 franchises. Elle emploie entre 1 600 et 1 800 personnes. Depuis deux ans, Efstratios Chrisafoudis observe une pause avant, dit-il, d'attaquer le marché de Montréal.

Il ne cache pas qu'il aime le Québec. « Quand ils t'adoptent, les Québécois, ils t'adoptent. Je fais partie d'une minorité et les Québécois sont, eux aussi, une minorité. Alors nous nous sommes compris, j'ai compris les deux côtés. » A-t-il déjà senti une forme de xénophobie ? « Oui, mais c'est une minorité de gens, vraiment une minorité. »

Il dit comprendre les immigrants qui choisissent les grands centres pour s'établir. « Il y a 70 000 Grecs à Montréal. Mais, poursuit-il, quand tu pars de chez toi, c'est pour découvrir autre chose, pas pour être chez vous ailleurs. »

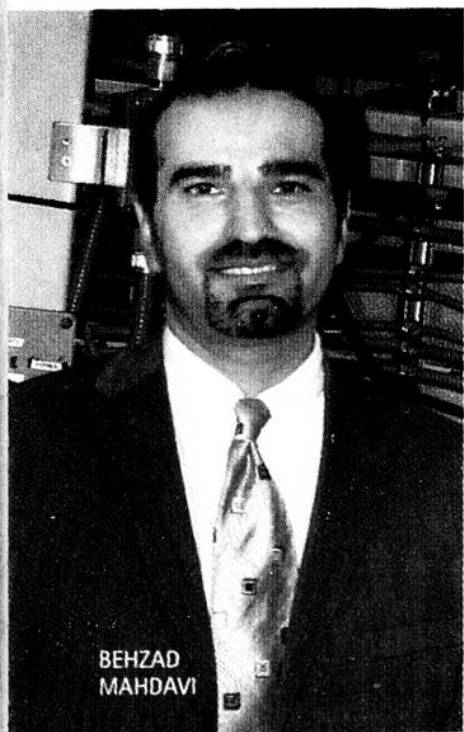


EFSTRATIOS CHRISAFOUDIS A DÉMARRÉ UNE CHAÎNE DE RESTAURANTS DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES DÉPASSE LES 40 MILLIONS DE DOLLARS.

MARTIN MARTEL

« QUAND ILS T'ADOPTENT, LES QUÉBÉCOIS, ILS T'ADOPTENT. JE FAIS PARTIE D'UNE MINORITÉ ET LES QUÉBÉCOIS SONT, EUX AUSSI, UNE MINORITÉ. ALORS NOUS NOUS SOMMES COMPRIS. J'AI COMPRIS LES DEUX CÔTÉS. »

## Les Iraniens de Shawinigan



BEHZAD MAHDAVI

Behzad Mahdavi, Kamvab Amouzegar et leurs proches forment la petite communauté iranienne de Shawinigan. Ils sont peu nombreux, mais leur présence profite déjà au milieu : avec leur associé Guy St-Amant, ils ont créé une entreprise de haute technologie, l'Institut de Technologie, qui emploie 22 personnes.

« Le nom Sam vient des trois noms de famille, dit Behzad Mahdavi, le président de la compagnie. Ça valait mieux : les trois prénoms auraient donné KGB ! »

Le bâtiment tout neuf s'élève juste à côté du site de l'Institut de Technologie, un joyau régional qui a facilité l'émergence de plusieurs entreprises spécialisées. C'est le royaume de la technologie de pointe et des chercheurs

de haut niveau. Lorsque Behzad Mahdavi a quitté la France, où ses parents s'étaient installés en 1984, le Québec a gagné un scientifique entrepreneurial.

« Je suis arrivé au Québec un peu par hasard, après mes études à l'École nationale supérieure de chimie de Paris. Je voulais faire un stage à l'étranger. À l'École, on connaissait l'Institut de Technologie. J'ai pris contact avec lui, j'ai fait mon stage, et il m'a demandé de revenir. » Behzad Mahdavi y a cumulé les diplômes, couronnant le tout par un postdoctorat en chimie des matériaux, suivi par un M.B.A. pour cadres à l'INAM.

Un tel candidat n'allait pas rester libre longtemps. C'est Hydro-Québec qui a engagé le jeune chercheur pour le LTEE. Et Sam a suivi, « qui découle de travaux menés au laboratoire mais qui

demeure indépendant, dit-il. En nous donnant une licence, Hydro-Québec a bien compris sa mission régionale ». Shawinigan en profite, mais « il reste à y développer davantage l'économie », ajoute-t-il en citant Drummondville comme exemple, preuve qu'il connaît bien le Québec...

Chez Sam, on a mis au point un procédé nouveau d'oxydation plus puissant et plus sélectif, qu'on met actuellement à contribution pour la synthèse de la vitamine K3. « Elle favorise la croissance des os chez les animaux tout en aidant à prévenir les hémorragies », dit Behzad Mahdavi. Depuis le mois d'août, l'usine est passé du stade expérimental à la production industrielle, avec un contrat pour la distribution mondiale de son produit vedette. Des revues spécialisées soulignent déjà l'avancée.

« J'aime la technologie et j'aime la gestion, dit-il. Je sentais que je me retrouverais à l'interface. » Sur sa condition d'immigrant, il ajoute : « Ici, les possibilités sont plus grandes, mais il faut foncer. Mais l'environnement est propice et permet de pousser plus loin. »

Ce n'est pas fini : il travaille aussi à cerner le phénomène de l'innovation en analysant les processus qui mènent aux nouveautés.

Un esprit brillant, qui ne passe pas son temps dans les laboratoires, loin de là ! Bien installé à Saint-Jean-des-Piles, près de la rivière Saint-Maurice et du parc de la Mauricie, il continue d'approvisionner l'hiver avec sa femme, une Irano-Américaine de Californie, et leur fils de 14 mois.

« Au fond, la société est un reflet, dit-il : les gens nous sourient parce qu'on leur sourit. »

1802

LA PREMIÈRE  
CONGRÉGATION  
JUIVE EST FONDÉE  
À QUÉBEC.

1804

OUVERTURE DE  
LA CATHÉDRALE  
ANGLICANE  
DE QUÉBEC.

1807

LES OFFICIERS ÉCOSSAIS  
EN GARNISON À MONTRÉAL  
FONDENT LE MONTREAL  
CURLING CLUB, PREMIER  
CENTRE DE SPORT  
IMPORTANT AU CANADA.

1812

ÉLECTION DU PREMIER DÉPUTÉ  
JUIF AU CANADA, EZEKIEL HART,  
À LA CHAMBRE D'ASSEMBLÉE  
DU BAS-CANADA, DANS  
LA CIRCONSCRIPTION  
DE TROIS-RIVIÈRES.

1818

LES FAMILLES ÉCOSSAISES  
INSTALLÉES EN 1818 SUR UNE  
CONCESSION DE L'ESTUAIRE  
DU FLEUVE, À MÉTIS, TOTALISENT  
QUELQUE 250 PERSONNES.

# Du sang neuf pour des communautés

Des municipalités aux quatre coins du Québec cherchent avenir, et elles regardent du côté des nouveaux arrivants. Kamouraska, voici trois milieux qui jouent, ou tentent de

**S**i l'école élémentaire de Sainte-Clotilde de Beauce est de nouveau ouverte, c'est grâce à l'arrivée, à l'été 2004, d'une douzaine de familles colombiennes. Et c'est aussi grâce aux efforts acharnés de son maire, Jacques Lussier, un homme déterminé à ne pas laisser son village dépérir. Sainte-Clotilde est une petite, mais prospère municipalité de quelque 625 habitants de la Haute-Beauce. Mais comme bien d'autres, elle vieillit. En septembre 2001, la Commission scolaire fermait son école élémentaire, puisqu'elle n'accueillait plus que 49 enfants. Le seuil fatidique est de 50... Professeur à l'Université Laval de 1965 à 2000, doyen de la Faculté des sciences de l'administration de 1988 à 1992, Jacques Lussier s'est acheté à Sainte-Clotilde une belle maison traditionnelle en 1978. À sa retraite, le village est devenu son village. « On s'est débattu, on a ameuté les médias, on est même allés en cour pour forcer la Commission scolaire à changer sa décision », dit-il.

Enfin, les autorités acceptent un arrangement : l'école peut rouvrir, en septembre 2002, mais les villageois ont trois ans pour constituer un contingent de plus de 50 enfants. Jacques Lussier a déjà son idée. Avec des étudiants, quelques années plus tôt, il avait conçu un plan de développement pour Sainte-Clotilde. On y suggérait notamment de faire appel à de nouveaux arrivants. « Une des forces du village, dit-il, c'est l'emploi. Nous manquons toujours de main-d'œuvre. » Au début, on regarde du côté de la Gaspésie ou de Saguenay, mais les hommes qui viennent sans famille s'ennuient et finissent par partir. Jacques Lussier pense à l'immigration. Lors d'une rencontre avec Michèle Courchesne, alors ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, il fait la connaissance d'Eva Lopez (voir encadré), qui s'active à mettre sur pied, à Thetford Mines, un organisme pour soutenir l'intégration des immigrants en régions rurales. « Je lui ai dit : Trouve des familles, je m'occupe des emplois. »

C'est ainsi qu'un beau matin de juillet 2004, un autobus arrive de Sherbrooke avec une vingtaine de familles colombiennes, des réfugiés venus prendre contact avec Sainte-Clotilde. Les gens sont invités à laisser leur CV dans des entreprises locales. « Le surlendemain, sur les 12 chefs de famille qui s'étaient proposés, 12 étaient engagés ! Ça nous faisait d'un coup, avec les enfants, 45 nouveaux citoyens », raconte-t-il. Quinze mois plus tard, 10 familles colombiennes habitent toujours le village. L'école accueillait, en septembre, 58 enfants. « On a eu une petite baisse avec ces deux départs, mais de nouvelles familles s'en viennent », dit Jacques Lussier. La pénurie de main-d'œuvre se fait toujours sentir. René Matériaux Composites, une PME qui a justement engagé des nouveaux arrivants, a toujours 38 postes à pourvoir. « À la veille de l'arrivée des Colombiens, la direction a réuni les employés pour leur dire : « Ces gens-là ne viennent pas voler vos jobs, ils viennent nous aider à nous

développer », poursuit-il, en soulignant qu'à force de refuser des commandes, faute de personnel, les entreprises de la région se fragilisent. « Ce sont des gens qui aspirent à une vie nouvelle et qui veulent travailler, ajoute-t-il. Ils viennent d'une région où les narcotrafiquants incitent à la culture du pavot. Ceux qui étaient fermiers ont dit non. D'autres, comme un juge qui fait partie du groupe, a rendu un « mauvais » jugement. Leur vie était en danger. Ils ont dû partir précipitamment. » Ces Québécois d'adoption continuent à se familiariser avec leur nouveau milieu. Pour les enraciner davantage, Jacques Lussier veut leur faciliter l'achat d'une propriété. Un constructeur du village a dessiné une maison abordable. La municipalité est prête à emboîter le pas, en comptant sur l'appui de la Caisse populaire et sur des normes plus souples de la SCHI pour la garantie de prêt. « Ces gens veulent trois choses, dit le maire : la sécurité, l'école pour leur enfants, et un foyer. » Et l'intégration ? « À l'école, ça va très bien. En usine, les

gens apprennent à se connaître. Dans la communauté, c'est plus long, parce que même si les citoyens sont contents de voir leur village plus animé, certains ont encore des difficultés à s'adapter. Je travaille, par exemple, sur un projet de jumelage pour rapprocher les gens. » Cette nouvelle réalité n'est pas seulement celle de Sainte-Clotilde. « Je ne connais aucun peuple qui ait survécu à une baisse démographique aussi radicale que la nôtre, souligne Jacques Lussier. Pendant 2 000 ans, ce sont les autochtones qui ont formé la société d'ici. Puis, pendant 500 ans, les Français se sont imposés. La troisième vague sera multiculturelle », prédit-il. D'autres localités ont exploré la même voie, avec des résultats variables. Quels sont les ingrédients du succès ? Sa réponse est toute prête. « Il faut une vision stratégique, avec la reconnaissance de ses forces et de ses faiblesses ainsi que des objectifs visés. Ce que l'on veut faire, comme ce que l'on ne veut pas faire. Il faut un plan. Et si on veut nous imiter, ailleurs au Québec, tant mieux ! »

## EVA LOPEZ ET THETFORD MINES, UNE COMBINAISON GAGNANTE

En région, il suffit parfois de la détermination d'une personne pour faire la différence.

Si des immigrants peuvent maintenant se tailler une place au soleil dans la grande région qui s'étend des Bois-Francs à la Beauce, c'est en bonne partie grâce à Eva Lopez.

« J'ai d'abord eu le coup de foudre pour un Québécois avant de tomber en amour avec le Québec », dit-elle. C'est en 1982 qu'elle a quitté la Colombie pour s'installer à Thetford Mines où habitait son mari. « Il n'y avait aucun service pour les immigrants. Je devais prendre des cours de français à Sherbrooke ou à Québec », ajoute-t-elle. Énergique et débouillonnée, elle fait rapidement sa place. Un jour, on demande son aide pour un cas de violence conjugale. Elle constate que les immigrants sont isolés, et décide de faire sa part en rendant la francisation plus accessible. « J'ai frappé aux portes des décideurs. Le député de Frontenac et ministre du Travail, Laurent Bédard, le ministre de l'Immigration, la Caisse populaire, la Commission scolaire, tous m'ont appuyée. »

Elle ne s'arrête pas là. Le français, c'est bien, mais les nouveaux arrivants ont aussi besoin de gagner leur vie. « J'ai fini par solliciter des entreprises pour voir si elle ne pourraient pas en embaucher. Là aussi, la réaction a été bonne. » Et c'est dans cette fouée, qu'en 2003, avec l'appui du ministre de l'Emploi, elle a fondé l'Intégration communautaire des immigrants dont elle est directrice-générale.

Cette année, Eva Lopez a ainsi contribué à faire embaucher plus de 70 Néo-Québécois, ce qui transforme la vie de ces familles, qui ne veulent plus dépendre de l'aide sociale », dit-elle fièrement. Son centre accueille des immigrants venus de partout, du Nicaragua ou de l'Irak, de l'Argentine ou même de l'Angleterre. « Je souhaite que notre projet serve de modèle ailleurs au Québec », dit-elle. Déjà, elle a mis en place un centre de services à Saint-Georges de Beauce. Et elle lance cet appel : « J'ai besoin d'entreprises qui veulent engager des immigrants et de gens qui veulent nous aider. »

1824

PREMIÈRE PARADE  
DE LA SAINT-PATRICK  
À MONTRÉAL.

1825

À MONTRÉAL, LES IRLANDAIS  
SONT 3000 EN 1825, 25 000  
EN 1861; C'EST GRÂCE À LEUR  
APPORT QU'ENTRE 1830 ET  
1860 LA VILLE A CONNU UNE  
MAJORITÉ BRITANNIQUE.

1830

7 000 DES 32 000 DES  
CITOYENS DE QUÉBEC  
(20 %) SONT D'ORIGINE  
IRLANDAISE.

1832

ON ACCORDE AUX JUIFS  
CANADIENS TOUS LES DROITS  
CIVILS, ET CE, 25 ANS  
AVANT QUE CE NE SOIT LE  
CAS EN GRANDE-BRETAGNE.

1843

DEUX MARINS DU NOM DE  
PANYOTIS NONIS ET THÉODORE  
LECCAS ARRIVENT À MONTRÉAL. ILS  
SONT SUJETS DE GRECS PROVENANT  
DES ÎLES (CRÈTE, SYROS ET  
SKOPELOS) ET DU PÉLOPONNÈSE.

# s traditionnelles

du renfort pour assurer leur  
En Beauce, dans Lanaudière et à  
jouer, la carte de l'immigration.

## Le multiculturalisme effervescent et étonnant de Rawdon

Admettez-le : si l'on vous demande un jour de citer les villes à forte composante multiculturelle au Québec, il y a peu de chances que vous nommiez Rawdon, à moins d'être un résident ou un habitué de l'endroit. Pourtant, c'est sans forfanterie aucune que la ville pouvait déposer devant la Commission de la culture de l'Assemblée nationale, en janvier 2004, un mémoire où elle se présentait comme « un précurseur de la diversité ethnique, culturelle et religieuse ».

Aux Russes, Polonais, Roumains, Yougoslaves, Allemands et autres Européens de l'Est se sont ajoutés plus récemment des Chinois, Latino-Américains, Cambodgiens, Antillais, et la porte continue à tourner. « À l'ère de l'intolérance religieuse, peut-on lire dans le document, il est réconfortant de savoir que dans cette municipalité de petite taille cohabitent plus de sept confessions religieuses différentes, et qu'il existe un cimetière œcuménique. »

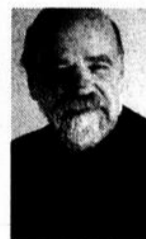
Renversant ! Nous parlons bien de Rawdon, juste à l'ouest de Joliette ? La mairesse de la ville, Louise Major, sourit devant notre étonnement. « En fait, dit-elle, on dénombre ici environ 25 ethnies, qui définissent aujourd'hui notre identité globale. »

Le phénomène a commencé dans les années 1920, après la Première Guerre mondiale, quand une vague d'immigrants arrivés à Montréal ont cherché de l'air pur et une vie plus calme. « Les premiers arrivés ont guidé les suivants, dit Louise Major, d'autant plus que le milieu était déjà habitué à la diversité, avec un mélange de francophones et d'anglophones de différentes origines. »

Avec le temps, Rawdon s'est aperçue de son originalité et a décidé d'en profiter pour se positionner. « Après entente avec le ministère de l'Immigration, poursuit-elle, nous avons créé un service d'accueil aux immigrants pour garder le robinet ouvert en nous appuyant sur notre expérience. » La municipalité compte déjà un Centre d'interprétation multiethnique, situé dans une magnifique maison, depuis une quinzaine d'années; elle a mis en place récemment un Festival interculturel, elle décerne chaque année des prix dans le cadre de ses Hommages interculturels, début octobre... « Et il faut comprendre que nos entreprises aussi ont besoin de main-d'œuvre, fait remarquer Louise Major. La Commission scolaire, par exemple, est équipée pour faire de la formation en milieu de travail. »

Elle raconte, pour montrer l'ouverture d'esprit de ses concitoyens, l'arrivée d'une famille de Cambodgiens qui avaient acheté un dépanneur alors qu'il balbutiaient à peine le français. « Au début, les clients faisaient eux-mêmes leur calcul, en indiquant combien d'argent on devait leur rendre. » Aujourd'hui, avec l'aide de leurs enfants, les

propriétaires sont de plus en plus à l'aise, et tout le monde est content. Rawdon entend maintenant jouer un rôle moteur dans la MRC de la Mattawinie. « Nous avons l'expérience, nous sommes bien placés et nous savons à quel point les immigrants sont importants. Nous pouvons servir de relais, de point de jonction, pour maintenir cet élan et en faire profiter nos voisins ».



### La gestion de la diversité une compétence-clé

- Conférence
- Formation
- Médiation interculturelle
- Accommodement raisonnable
- Consultation



ARCHETYPES  
INTER

Consultants en développement des compétences humanistes et interculturelles

(514) 994-3804 [www.archetypes-inter.net](http://www.archetypes-inter.net)

1837

DES HABITANTS DE L'ÎLE LEWIS ET DES ULSTÉRIENS D'IRLANDE S'ÉTABLISSANT DANS LES COMTÉS DE COMPTON ET DE FRONTENAC.

1847

TERRIBLE FAMINE EN IRLANDE : DES CENTAINES DE MILLIERS ÉMIGRENT VERS LE CANADA, MAIS 8 000 MEURENT DU TYPHUS À LA GROSSE ÎLE.

1850

LA MAJORITÉ DES IMMIGRANTS IRLANDAIS SONT MAINTENANT DES FEMMES.

1860

UN PREMIER MEXICAIN, LE VIOLONISTE FRANTZ JEHIN-PRUME, S'ÉTABLIT À MONTRÉAL.

1871

SELON LE RECENSEMENT DE 1871, IL Y A 7 963 ALLEMANDS AU QUÉBEC, DONT 1 950 DANS LE COMTÉ DE MISSISQUOI.

## Ouellet, Dubé, Pelletier... et Vallejo

La région de Kamouraska est l'une des plus anciennes au Québec. C'est aussi un milieu très homogène, francophone à 99 %... qui vieillit, comme bien des zones rurales au Québec.

Résultat ? La population pourrait décroître de 13 % d'ici 2026. Le maintien des services est en jeu, comme l'avenir des entreprises exposées à un manque de main-d'œuvre.

À l'été 2004, une dizaine d'immigrants colombiens au statut de résidents permanents sont arrivés de Québec à l'initiative d'un abattoir local, Viandes Kamouraska, de Saint-Pascal. Quelques mois plus tard, d'autres les avait rejoints et la petite communauté comptait pas moins de 60 personnes. Mais l'intégration ne s'est pas faite sans heurts. « Il n'y avait pas de précédents et le CLSC s'est retrouvé très sollicité », dit Charles de Blois Martin. Qui plus est, le travail, utilisant un procédé à froid, n'était pas facile. Le groupe de Colombiens a lentement décliné ainsi que la taille de la communauté.

Aujourd'hui, on compte encore une vingtaine de travailleurs, dont cinq travaillent toujours à l'abattoir. Avec leurs

familles, ils sont environ 35.

La MRC de Kamouraska n'entend pas voir partir ceux qui restent et elle a chargé le Centre local de développement (CLD) de les assister dans leur intégration. C'est précisément la mission de Charles de Blois Martin, coordonnateur d'Accueil intégration Kamouraska, à La Pocatière.

« Pour le milieu, c'est important de les garder », dit-il. À Saint-Pascal, les gens se sont mobilisés et un comité local a été mis en place. « Par exemple, la municipalité a produit un registre des logements vacants », ajoute-t-il. La région a réuni autour d'une table de concertation la Commission scolaire, Emploi-Québec, la MRC ainsi que les représentants du député-ministre Claude Béchard.

Ces immigrants ont un large potentiel, explique-t-il. « Certains ont un baccalauréat ou l'équivalent. Un était directeur l'école, une autre a une maîtrise en littérature... Ils sont prêts à accepter n'importe quoi pour pouvoir travailler. »

Reste un élément clé pour ces nouveaux arrivants : le

français. « La francisation est un enjeu capital », poursuit-il. Surgit alors le problème des normes. Il faudrait plus d'argent pour les cours, plus de places...

« Nous allons pouvoir offrir un cours le jour, un autre le soir, dit-il. Mais avec une classe limitée à six personnes le jour, la Commission scolaire fait un bon bout de chemin. Actuellement, il est impossible d'offrir de la francisation à temps plein à un groupe restreint. » Comme c'est souvent le cas, les enfants, eux, vont à l'école sans problèmes.

Entre-temps, on s'est efforcé de diversifier leur base de travail. « Le jour où Dynaco m'en a engagé cinq, j'étais ravi », dit-il.

On croyait à un nouvel élan quand une famille déjà en place, à Saint-Pascal, a fait venir plusieurs membres de sa famille élargie. Une douzaine de personnes sont ainsi débarquées de l'autobus, par un froid glacial, en janvier 2005, arrivant de Montréal... et ne parlant pas un mot de français. Le comité local de Saint-Pascal a fait de son mieux pour les accueillir, mais la tâche était considérable. Les attentes étaient grandes, le



MAURICE GAGNON

« IL FAUT QUE LES NOUVEAUX ARRIVANTS SOIENT BIEN INFORMÉS DU CONTEXTE DANS LEQUEL ILS ARRIVENT. »

bilan fut bien maigre. « Ils sont tous repartis en juillet, conclut-il. Nous avons été très déçus. »

Il en tire au moins quatre leçons. « Il faut que les nouveaux arrivants soient bien informés du contexte dans lequel ils arrivent. La francisation est un élément clé. La vie professionnelle l'est tout

autant. Et l'isolement peut tout faire dérailler malgré tous les meilleurs efforts des bénévoles. »

Au moins, les gens qui sont toujours en place se familiarisent de mieux en mieux avec leur milieu d'adoption. En juin, à Saint-Pascal, le groupe de Colombiens a présenté plus de

200 photos lors d'une soirée-conférence. Début août, ils ont offert une démonstration de danses colombiennes.

« Et nous espérons manger de la cuisine colombienne à Noël ! » dit Charles de Blois Martin. On le sait bien, les Québécois se laissent souvent gagner par leur estomac... ■

### L'IMPORTANCE CAPITALE DE LA FRANCISATION

« Le plus gros obstacle à l'intégration, c'est la langue », confirme Sylvie Massé, coordonnatrice en gestion des ressources humaines chez Dynaco, qui emploie actuellement cinq Colombiens. « Ces gens n'ont pas peur du travail, ils sont honnêtes et respectueux », confirme-t-elle en ajoutant qu'une meilleure connaissance du français représenterait un atout important.

Les activités de Dynaco vont du commerce de détail aux activités agricoles, « et nous avons de la difficulté à recruter dans certains secteurs, comme la production agricole », dit-elle. Mais dans les fermes, avec maternités, le travail peut être technique. Il faut savoir comprendre et communiquer. « Trois de nos travailleurs se sont bien adaptés », poursuit-elle. Pour les deux autres, c'est plus difficile.

L'entreprise a même fait venir une personne du Burkina Faso, francophone, qui a fini par se voir accorder un permis de travail restreint de neuf mois. « C'est un excellent travailleur que nous souhaiterions garder. Pour l'instant, nous l'avons au moins aidé à obtenir un permis d'étudiant pour qu'il puisse rester au pays. Les procédures d'immigration peuvent être très lourdes », déplore-t-elle.

## Tout le monde doit tirer dans le même sens

La relève – et la formation de cette main-d'œuvre – sont les questions qui préoccupent le plus les entreprises. Et on voit d'un bon œil le recours à l'immigration pour combler le vide.

C'est ce qu'indique un sondage Baromètre, récemment commandé par la Fédération des chambres de commerce du Québec, auquel ont participé 800 entreprises dans tout le Québec. Ces données ont alimenté les discussions des délégués au récent congrès de la Fédération, qui a fait une bonne part aux enjeux de l'immigration.

« Il y a deux ans, au congrès de Jonquière, on avait déjà beaucoup parlé du défi de la relève, en mentionnant la rétention des têtes grises et l'immigration comme solutions potentielles », dit Françoise Bertrand, présidente de la Fédération. « Avec ce sondage, on constate que les entreprises membres des chambres locales sont massivement en faveur de l'immigration, à 87 % ».

Il y aura tout de même du travail à faire, reconnaît-elle, « puisqu'on se pense souvent plus généreux et accueillant qu'on l'est en situation réelle. C'est pourquoi nous nous en mêlons, pour faire œuvre utile dans la mobilisation des communautés. Car le débat va au-delà des seules entreprises : il en va de la survie des

écoles, des bureaux de poste et des autres services qui soutiennent une société. »

La Fédération participe d'ailleurs aux travaux de la Commission des partenaires du monde du travail, où elle fait notamment valoir l'idée de normes mieux adaptées aux réalités actuelles. D'après elle, on doit faciliter l'accès à la francisation pour les immigrants, tout en améliorant la reconnaissance de leurs acquis. « Ce n'est pas seulement une question de diplômes, souligne Françoise Bertrand : les ordres professionnels, les syndicats, le système d'éducation, il y a des chasses gardées partout ! Pensez seulement au décret de la construction et aux cartes de compétence... On gaspille des gens réellement compétents. »

Elle pense cependant que les mentalités évolueront, par la force des choses, et en veut pour preuve les engagements de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Lise Thériault, et de celle qui l'a précédée, Michelle Courchesne. Elle lance aussi un message aux entreprises et à tous leurs employés : « Pour réussir, il faudra avoir l'esprit ouvert, faire une place à ceux qui arrivent et qui, au début, ne travailleront peut-être pas exactement de la même manière. À la longue, tout le monde va y gagner. » ■



## IMMIGRATION-QUÉBEC UN PARTENAIRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Dans le but de contribuer à l'essor économique du Québec, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) offre de nombreux services qui s'adressent, soit aux **employeurs**, soit aux **candidats à l'immigration**, soit aux **nouveaux arrivants**.

### SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT DES EMPLOYEURS

Pour appuyer les employeurs dans l'embauche et le maintien en emploi des immigrants et pour soutenir les entreprises dans la création d'un environnement où la diversité constitue une force pour l'organisation, le MICC a mis sur pied le **Service-conseil en relations interculturelles (SCRI)**. Son personnel peut notamment :

- aider les employeurs à mettre au point une stratégie de recrutement, de sélection, d'accueil et d'insertion durable en emploi pour diversifier leur main-d'œuvre;
- leur donner des conseils en gestion d'équipes pluriethniques;
- les renseigner sur la main-d'œuvre immigrante et les pratiques efficaces de gestion de la diversité;
- les diriger vers des personnes-ressources pour les accompagner dans l'accueil, l'intégration et le maintien en emploi des travailleurs immigrants;
- leur offrir des ateliers de formation sur la gestion de la diversité.

Pour contacter le SCRI :

Info-employeurs : **1 888 873-1534** ou [scri@micc.gouv.qc.ca](mailto:scri@micc.gouv.qc.ca)



### SERVICES DESTINÉS AUX IMMIGRANTS DE LA CATÉGORIE GENS D'AFFAIRES

Le **Centre de services aux gens d'affaires (CSGA)** du MICC offre gratuitement aux investisseurs, aux entrepreneurs ou aux travailleurs autonomes en voyage de prospection, aux candidats à l'immigration et aux immigrants admis au Québec :

**Des séminaires sur la conduite des affaires** qui permettent aux participants de découvrir le Québec et de se familiariser avec le milieu des affaires. On y traite des sujets suivants :

- l'environnement économique, légal et institutionnel;
- la culture des affaires;
- l'élaboration du plan d'affaires;
- la taxation et la fiscalité;

**Des rencontres personnalisées avec un conseiller économique** qui permettent aux participants :

- de discuter de leurs intentions d'affaires;
- de se renseigner sur les programmes d'immigration offerts aux gens d'affaires (investisseurs, entrepreneurs, travailleurs autonomes);
- de s'informer sur les secteurs d'activité économique qui les intéressent et sur les marchés potentiels;
- de commencer à créer leur réseau de contacts;
- d'identifier des partenaires québécois;
- de consulter des ressources spécialisées.

Pour contacter le CSGA :

**(514) 864-7089** ou [imm-affaires@micc.gouv.qc.ca](mailto:imm-affaires@micc.gouv.qc.ca)

### SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT DES TRAVAILLEURS IMMIGRANTS

Le MICC et ses partenaires offrent aux travailleurs immigrants de nombreux services, notamment :

- Renseignements sur les programmes de formation et sur le marché du travail au Québec (lois, règlements et normes du travail, salaires, fiscalité et formation d'appoint)
- Information sur le contexte socioéconomique du Québec (organisation politique, réalités culturelles et linguistiques, système d'éducation)
- Information sur les régions et les possibilités d'emploi qu'elles offrent
- Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec
- Information sur les entreprises et leurs secteurs d'activité économique, les sources d'emploi, les techniques d'entrevue et de recherche d'emploi, les stratégies gagnantes
- Cours de français à temps complet, à temps partiel ou sur mesure
- Référence aux organismes gouvernementaux ou communautaires
- Services complémentaires à ceux offerts par Emploi-Québec en matière d'insertion professionnelle et de maintien en emploi

Renseignements :

À Montréal : **(514) 864-9191**

À Québec : **(418) 643-1435** ou **1 888 643-1435**

À Saguenay : **(418) 695-8144**

À Longueuil : **(450) 466-4461** ou **1 888 287-5819**

À Laval : **(450) 972-3225** ou **1 800 375-7426**

À Gatineau : **(819) 246-3345** ou **1 888 295-9095**

À Sherbrooke : **(819) 820-3606** ou **1 888 879-4288**

À Trois-Rivières : **(819) 371-6011** ou **1 888 879-4294**

[www.immigration-quebec.gouv.qc.ca](http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca)

Immigration  
et Communautés  
culturelles

Québec 

1877

LES CHINOIS S'INSTALLENT  
À MONTRÉAL. JOE SONG  
LONG OUVRE LA PREMIÈRE  
BLANCHISSERIE CHINOISE  
À MONTRÉAL.

1880-1890

PREMIÈRE VAGUE  
D'IMMIGRATION DES BELGES  
VERS LE QUÉBEC, AVEC  
L'AGITATION OUVRIÈRE DE LA  
WALLONIE ET LES TENSIONS  
SOCIALES DANS LES FLANDRES.

1880-1890

DES JUIFS PAUVRES DE  
POLOGNE ET DE RUSSIE,  
PARLANT YIDDISH, ARRIVENT  
EN MASSE À MONTRÉAL  
DANS LES ANNÉES 1880.

1882

LA COMMUNAUTÉ LIBANAISE  
DE MONTRÉAL VOIT LE JOUR  
AVEC L'ARRIVÉE DE ABRAHAM  
BOUNADIÈRE, CHRÉTIEN, QUI  
FUIT L'EMPIRE OTTOMAN.

1897

DES NOIRS DE LA BARBADE  
VIENNENT TRAVAILLER À  
GASPÉ DANS LES USINES  
DE TRANSFORMATION  
DU POISSON.

# Ils sont maintenant d'ici

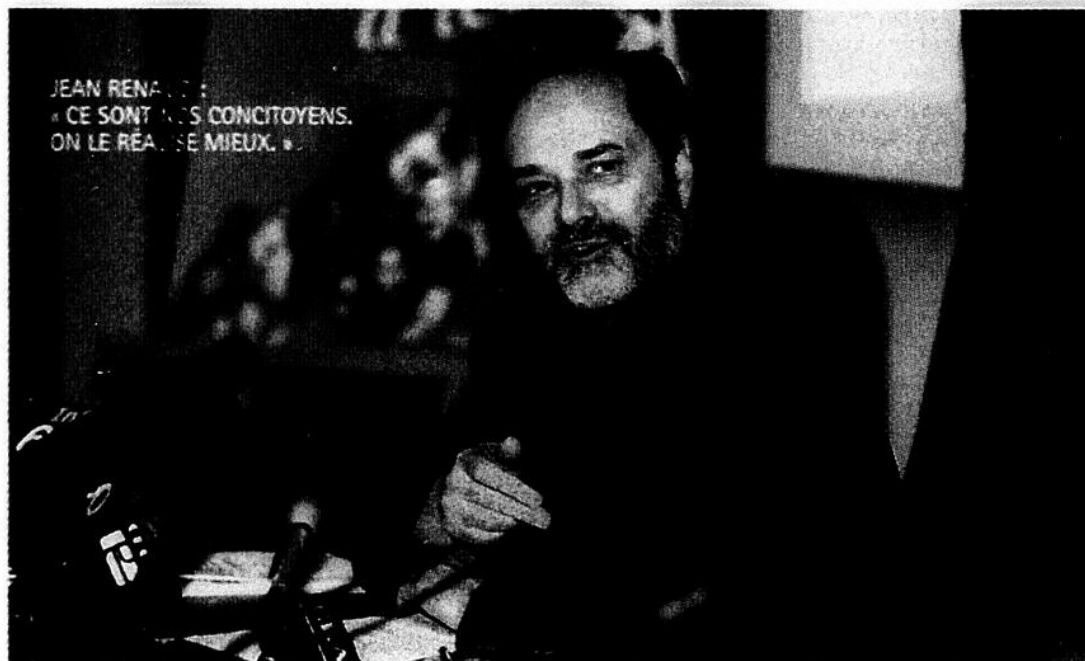
## Le professeur Jean Renaud et son équipe confirment la capacité d'intégration des immigrants récemment arrivés à Montréal

Le titre dit tout. En 2001, une équipe du Centre d'études ethniques des universités montréalaises, dirigée par le professeur Jean Renaud, de l'Université de Montréal, publiait une étude phare sur les 10 premières années au Québec d'immigrants admis en 1989, intitulée *Ils sont maintenant d'ici*.

Leurs conclusions balayaient les derniers préjugés. Tout en conservant des traits d'origine, ces immigrants sont maintenant bien ancrés, ils parlent et travaillent majoritairement en français, et ils considèrent maintenant le Québec comme le lieu où leur famille et eux peuvent s'épanouir.

La grande région de Montréal regroupe près de 90 % des immigrants qui s'établissent au Québec. C'est donc elle qui mène la charge. Si l'intégration se passe bien à Montréal, elle sera certainement aussi fructueuse en province. Il était donc naturel que le groupe dirigé par Jean Renaud concentre son regard sur la région métropolitaine.

« Avant la loi 101, dit-il, les



immigrants, c'étaient des étrangers. Les "autres". On ne pouvait pas les imaginer parlant français, même avec un accent. » Ils représentaient donc un danger. Et aujourd'hui ? « Ils se sont adaptés, nous aussi. Leur chez eux, c'est ici. Ce sont nos concitoyens. On le réalise mieux. » Ils travaillent et leurs enfants fréquentent les mêmes écoles,

leurs malades les mêmes hôpitaux. « Il fallait d'abord mesurer le phénomène à Montréal, parce que c'est ici qu'est la masse critique, et c'est ici que se vit le plus grand enjeu de l'adaptation », précise-t-il. Les immigrants s'adaptent, la population d'accueil aussi. « L'identité collective québécoise ne dépend plus de 60 000 colons français d'origine. Elle évolue.

Aujourd'hui, le projet est de bâtir une société nouvelle, dynamique et francophone », dit-il. Chose certaine, il va y avoir de l'ouvrage pour les chercheurs en multiculturalisme, et Jean Renaud le confirme en souriant : « C'est un thème dominant, et l'embauche est soutenue pour étudier les phénomènes d'immigration et d'ethnicité ! »

« L'IDENTITÉ COLLECTIVE QUÉBÉCOISE NE DÉPEND PLUS DE 60 000 COLONS FRANÇAIS D'ORIGINE. ELLE ÉVOLUE. AUJOURD'HUI, LE PROJET EST DE BÂTIR UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE, DYNAMIQUE ET FRANCOPHONE. »

## Montréal en veut encore davantage

« Au contraire, il n'y en a pas encore assez ! », lance la présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Isabelle Hudon, quand on reprend devant elle les commentaires à l'effet que la ville a déjà reçu sa bonne part d'immigrants et que mieux vaut maintenant les voir se disperser à la grandeur du Québec.

« En 2016, poursuit-elle, la croissance nette de la main-d'œuvre, à Montréal, dépendra des nouveaux arrivants. Or, lorsqu'on se compare à des grandes villes équivalentes, au Canada et aux États-Unis, nous arrivons en queue de peloton pour ce qui est d'attirer et de retenir des immigrants. Je souhaite personnellement que le contingent augmente,

en quantité et en qualité. Il nous faut du renfort. » Elle suggère déjà une piste, mise de l'avant par la Chambre de commerce, pour améliorer la performance de la ville à cet égard. « On devrait miser sans tarder sur les étudiants étrangers. C'est une avenue prometteuse, avec des talents et des compétences en devenir. Or, si beaucoup viennent

étudier ici, une grande partie d'entre eux s'en retournent après. On en garde à peine sur trois. Il faudrait au moins doubler cette proportion. » Pour les gagner, elle suggère deux stratégies. Un, donner le droit aux étudiants étrangers de travailler hors campus pendant leurs études. Deux, bâtir de meilleurs ponts entre le secteur privé et les

universités par des foires à l'emploi et autres mécanismes pour convaincre les étudiants étrangers de s'installer ici. « De plus, il est facile de faire valoir la fabuleuse qualité de vie de Montréal, ville tolérante », souligne-t-elle. Les entreprises, qui lui apportent l'essentiel de son membership, devront elles aussi s'ouvrir à toute cette

main d'œuvre. « Je ne vois pas de frein majeur, dit-elle, mais on pourrait comprendre davantage tout le potentiel d'innovation lié aux travailleurs et aux entrepreneurs immigrants. Il nous faut d'abord devenir plus dynamique dans la rétention des gens qui sont déjà ici. » Montréal, foyer multiculturel ? Plus qu'hier, moins que demain. »

## ILS SONT VENUS, ILS ONT VU, ILS SONT RESTÉS

QUELQUES FAITS SAILLANTS DE L'ÉTUDE (QUI A REJOINT 1000 PERSONNES EN 1989, DONT 429 ONT PARTICIPÉ À LA DERNIÈRE ANALYSE EN 1999).

Après 10 ans de séjour, 36 % ont accédé à la propriété (la proportion globale de propriétaires, au Québec, vient de dépasser 50 %).

Après 15 semaines, plus de 50 % avaient trouvé un premier travail ; au bout de 10 ans, 14 % n'avaient jamais occupé un emploi.

Le salaire hebdomadaire médian, en 1999, était de 500 \$, constamment supérieur pour les hommes que pour les femmes.

Au début, en 1989, la plus forte proportion d'emplois se retrouvait dans l'industrie manufacturière (32 %), mais elle avait décliné, pour le même groupe, à 26 % en 1999.

La grande majorité, 87 %, travaillaient dans des entreprises de 100 employés ou moins.

L'investissement en formation demeure important et au bout de dix ans, 70 % des répondants avaient suivi une formation quelconque.

La taille des ménages a tendance à diminuer : la première année, 40 % d'entre eux regroupaient cinq personnes ou plus, au bout de dix ans, le taux avait baissé à 30 %.

Le français domine : c'est la seule langue que 81 % des répondants utilisaient à l'extérieur du foyer. L'usage du français à la maison augmentait avec le temps. Pres de 81 % ne parlaient jamais anglais chez eux.

La participation civique était forte : près de 85 % de ces gens avaient voté à l'élection provinciale de 1998; trois sur quatre ayant des enfants disaient avoir assisté à des réunions de parents à l'école.

La discrimination qu'ils pourraient percevoir diminuait avec le temps, sur le plan de l'emploi comme sur celui du logement.

1899

INAUGURATION DE ST.JAMES UNITED CHURCH À MONTRÉAL, LA PLUS GRANDE ÉGLISE MÉTHODISTE AU CANADA.

1900

LE PREMIER GREC CONNU INSTALLÉ À QUÉBEC EST ATHANASSIOS ADAMAKOS, QUI OUVRE UNE CONFISERIE ET FRUITERIE, OLYMPIA AU 74 RUE ST-JEAN.

1900

DES NOIRS EMMÉNAGENT À MONTRÉAL POUR TRAVAILLER AUX CHEMINS DE FER.

1901

MONTRÉAL COMPTE 1033 CHINOIS ET QUATRE CHINOISES.

1903

EN 1903, ENVIRON 100 ROUMAINS VIVENT PRÈS DES RUES SAINT-LAURENT ET IBERVILLE.

## IMMIGRANTS EN AFFAIRES :

# du rêve à la réalité

Le rêve de bien des immigrants qui arrivent dans leur terre d'adoption est de se lancer en affaires. De restaurateur à manufacturier, les aspirations sont grandes, mais les désillusions toujours possibles du fait des chocs de culture. L'environnement d'affaires de Montréal est bien différent de celui de Téhéran, de Marrakech ou de Hong Kong... C'est justement pour aider ces candidats entrepreneurs que le SAJE (Service d'aide aux jeunes entreprises) Montréal centre déploie toute une série de programmes destinés à les accompagner, tout en leur faisant prendre conscience des réalités locales.

« Il faut littéralement les acculturer, dit Daniel Rigaud, directeur général de l'organisme, c'est-à-dire leur enlever les notions préconçues pour leur permettre de réussir ce nouveau départ. Nous agissons de manière à les rassurer et à leur permettre d'éviter les pièges qui pourraient se dresser sur leur route, faute de connaissances adéquates. »

C'est en 1998 que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du

Québec (MIQ) a commencé à référer des immigrants au SAJE Montréal centre, et le mandat vient d'être renouvelé en 2004 pour toute l'île de Montréal.

« Nous pouvons les assister de plusieurs façons, dit-il. Il convient d'abord de les informer des processus d'affaires, comment les choses fonctionnent ici. Puis, nous pouvons travailler à valider leur plan d'affaires. C'est un concept qui n'est pas toujours évident pour des gens qui ont eu davantage à se préoccuper d'amasser un capital que d'ordonner leur stratégie. Nous nous chargeons également de les accompagner sur le terrain, question de voir si l'emplacement convoité pour leurs activités est approprié. Il arrive que nous discutons avec des Iraniens qui ont entendu parler du secteur Chabanel, par exemple, et qui veulent y installer une manufacture de vêtements, pour voir si c'est le bon choix. »

C'est d'autant plus important qu'il faut encourager ceux qui ont le goût de contribuer au développement économique en créant une entreprise. « Même s'ils ont de l'argent, c'est souvent les économies de toute une vie qui sont en jeu. Ils

peuvent donc se montrer choqués, par exemple, que des banquiers leur demandent des garanties pour accorder un prêt, sans compter toutes les histoires de permis ou d'impôt qui peuvent les déboussoler... »

Récemment, le SAJE a ainsi travaillé avec des Brésiliens intéressés à se lancer dans la distribution de machines à café pour les bureaux, avec des Colombiens rompus au design et à la confection de maillots de bain pour femmes et enfants, ou encore avec des Français qui veulent mettre à profit leur savoir-faire dans la fabrication d'articles de décoration en verre de haute qualité, qui pourraient être distribués jusqu'en Europe.

« Le potentiel d'affaires demeure bon ici, dit Daniel Rigaud. Il reste des marchés à développer, mais il faut savoir ajuster les démarches. » Après ce travail de défrichage, le dossier est transmis aux gens du MIQ qui prennent le relais, s'il y a lieu. On va aussi suggérer à ces nouveaux entrepreneurs de prendre contact avec la Chambre de commerce de Montréal pour améliorer leur réseau d'affaires, ou de faire appel à des firmes d'experts



capables d'encadrer formellement la formation de leur entreprise. « Nous servons de trait d'union entre ces gens

et le milieu, conclut-il. Il ne faudrait pas les perdre parce qu'ils ont été mal dirigés et qu'ils ont trébuché. »

Le Québec, dont la fibre entrepreneuriale demeure modeste, peut certainement trouver là matière à réconfort. »

## Une des sociétés les plus accueillantes de la planète

Il est né en Uruguay et non pas au Liban comme plusieurs le croient. Immigrant de première génération, il trouve important de remettre les pendules à l'heure : il y a place à l'amélioration, mais la société québécoise est fondamentalement ouverte aux nouveaux arrivants.

« On fait souvent un procès injuste aux Québécois, repliés sur eux-mêmes, etc. Foutaise ! Le Québec demeure l'une des sociétés les plus accueillantes de la planète », dit-il, tout en reconnaissant le travail d'éducation qui reste à faire. Un sondage publié dans le magazine

*L'actualité*, au début de 2005, chiffrait à 55 % la proportion de Québécois opposés à une hausse du contingent d'immigrants.

Lui-même est arrivé en 1970, à neuf ans, quand ses parents ont décidé de quitter l'Uruguay où se dessinait un régime autoritaire. C'était une deuxième migration : au début du siècle, ses grands-parents avaient quitté l'Espagne pour l'Amérique du Sud.

Le père de Joseph Facal, médecin et francophile, a fait suivre des demandes dans des pays francophones. « C'est d'ici qu'il a obtenu sa première réponse. Nous avons fait nos

bagages et nous sommes partis. » La famille s'installe d'abord à Sherbrooke et son père joint l'hôpital

(devenu le CHUS). « Le Québec était encore relativement ouvert aux médecins étrangers. Je n'ai pas souvenir qu'à cette époque, les médecins chauffaient des taxis ! » Il fait ensuite des études de sciences politiques à l'université de Montréal, puis une maîtrise à l'université de Sherbrooke sur la croissance des dépenses publiques (« avec un bon jury ! ») et un doctorat à l'université de Montréal. Suivront ses années en politique comme député et ministre, de

1994 à 2003, notamment comme président du conseil des ministres. Il est aujourd'hui professeur à l'Université de Montréal où il donne un cours de sociologie de l'entreprise, dont il prépare une version espagnole ! Il a également été chroniqueur au journal LES AFFAIRES.

« L'immigration est essentielle, mais il est illusoire de penser qu'elle peut à elle seule contrer le déclin démographique du Québec », dit-il. Encore faut-il bien intégrer les immigrants. « Cette intégration ne touche pas seulement le job et la maîtrise du français : c'est le logement, la

vie de quartier, les rapprochements culturels... Il faut que le travail se fasse par le haut comme par le bas, avec des relais sur le terrain. »

Quant à leur déploiement en région, il estime qu'il faut être réaliste. « Dans une société où les gens sont libres de circuler, recherchant les opportunités, il est difficile d'imaginer des contingents sur le territoire. Le principal défi de l'immigrant, c'est de briser l'isolement. Il vient à Montréal parce qu'il pense y trouver un emploi et des réseaux. Si on note souvent des échecs en région, c'est par manque de préparation adéquate par la communauté. »

Il déplore le contrôle exercé par les ordres professionnels, plus rigides, à ses yeux, que les Québécois en général. « Il y a là une contradiction fondamentale : on va sélectionner à l'étranger des gens compétents, on valorise leur connaissance du français et leurs diplômes... que d'autres ne reconnaissent pas ici. C'est un non sens. »

Le Québec doit continuer à miser sur l'immigration, dit-il, « en autant qu'il sache se vendre pour ce qu'il est, non pas une pâle copie des États-Unis, mais un synthèse originale de l'Amérique du Nord et de l'Europe. »

1904

QUELQUE 3 000 IMMIGRANTS ITALIENS ARRIVENT À MONTRÉAL.

1910

ARRIVÉE DE PLUSIEURS IMMIGRANTS EN PROVENANCE D'EUROPE DE L'EST ET DU SUD (JUIFS, ITALIENS, POLONAIS, RUSSES, ETC.), FUYANT LA MISÈRE, LA FAMINE ET LES PERSÉCUTIONS.

1921

MÊME SI LA COMMUNAUTÉ COMPTE MOINS DE 2 000 PERSONNES, LES GRECS EXPLOITENT PLUS DU TIERS DES 150 RESTAURANTS « ETHNIQUES ».

1928-1935

LE PÈRE JOSAPHAT JEAN TENTE D'ÉTABLIR UNE COLONIE AGRICOLE UKRAINIENNE AU LAC CASTAGNIER, EN ABITIBI. UNE TRENTAINE DE FAMILLES S'Y INSTALLENT.

1928

RUFUS ROCKHEAD DEVIENT LE PREMIER NOIR À OUVRIR UNE BOÎTE DE NUIT, LE ROCKHEAD'S PARADISE, À LA CROISÉE DES CHEMINS SAINT-ANTOINE ET GUY.

# QUÉBEC VEUT JOUER LA DIVERSITÉ

Le dynamisme a une ville ! Québec se situe maintenant dans le peloton de tête des villes canadiennes à forte croissance économique, selon une étude récente du *Conference Board*, qui évalue sa progression à 4 % pour l'année en cours. Mais Québec est également l'une des villes où la population est la plus âgée au pays, et son taux de natalité est faible. On saisit mieux, dans les circons-

tances, pourquoi la ville a choisi de se doter, il y a quelques années, d'un poste stratégique : un commissariat à l'immigration.

« Avec Gatineau, nous sommes la seule ville au pays à faire nous-mêmes du démarchage auprès d'immigrants potentiels, dans leur pays d'origine, dit Yves Dallaire, le commissaire à l'immigration, « ce qui montre l'importance que la ville accorde à cette question. Ça fonctionne

bien, à part ce problème de non-reconnaissance des diplômes qui nous complique la vie », dit-il en faisant écho à des récriminations entendues partout au Québec.

Reste que Québec passe à l'action pour attirer de nouveaux citoyens, ce qui semble fructueux. Ses représentants vont, par exemple, en Roumanie et en Bulgarie. « Lorsqu'on ne fait rien, la ville reçoit 4 % de ces immigrants destinés au Québec. Lorsque nous nous rendons sur

place, le taux grimpe à 20 % », dit-il, en précisant que l'on prend contact là-bas avec des gens déjà sélectionnés par le ministère de l'Immigration au Québec. « Mais beaucoup des emplois à pourvoir chez nous sont de type professionnel, et c'est pourquoi les restrictions des ordres font mal. »

Le programme d'immigration, à Québec, a commencé en 2000. On prévoit répéter les missions à l'étranger, en y ajoutant peut-

être l'Amérique du Sud, « et des membres des communautés en question, déjà installés ici, vont nous accompagner. »

Une fois les immigrants gagnés à l'idée de s'établir à Québec, il faut veiller à les intégrer. C'est le deuxième volet de la stratégie.

Yves Dallaire aime, à cet égard, citer le programme de stages rémunérés en milieu de travail. À ce jour, 120 entreprises ont accueilli 139 stagiaires, et plus de la moitié ont été embauchés.

Cordonnier bien chaussé : la Ville de Québec a elle-même mis en place un tel programme pour ses différents services, « et les gestionnaires en redemandent », dit-il. Québec aide aussi pour le logement, et le commissaire souligne que l'intégration passe également par l'engagement des communautés culturelles locales qui donnent un bon appui.

Le troisième volet concerne les rapprochements interculturels. « Nous avons dénombré de 40 à

## L'exemple du PARC TECHNOLOGIQUE

PAR BERNARD PLANTE

L'essor du Parc technologique de Québec, qui regroupe quelque 85 entreprises et 3 400 travailleurs, est directement lié au recrutement des meilleures ressources disponibles. Ici, la question des compétences de pointe est primordiale. « Il y a déjà quelques années qu'on a pris le virage vers l'immigration, précise Nathalie Guimond, directrice des services aux entreprises, parce que pour faciliter l'ouverture sur le monde, il faut plus que des Québécois pure laine. »

« Il faut faire en sorte que le recours aux personnes qualifiées qui nous arrivent de l'étranger devienne un réflexe naturel, dit-elle. Nous travaillons avec des

organismes du terrain, comme le Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail (SOIT), pour accrocher plus facilement les maillons de la chaîne. Il est clair que les entreprises du Parc sont grand ouvertes à l'apport de main-d'œuvre étrangère. »

C'est le cas de Service d'expertise en matériaux (SEM), une entreprise du Parc technologique qui se spécialise dans les technologies du béton. Elle a mis au point une méthode unique de calcul de la détérioration du béton dans le temps. La plus grande part de son marché se trouve aux États-Unis. Dix de ses 28 employés consacrent leurs efforts à la recherche et au développe-

ment. Quatre d'entre eux sont des immigrants : deux Français, un Chinois et un Iranien.

La vice-présidente exécutive, Elizabeth Beaud, explique : « La formation en génie dans nos universités n'est pas toujours assez pointue. Nous avons besoin de chercheurs possédant des connaissances différentes et complémentaires. »

Heureusement, à deux pas, elle peut compter sur une pépinière : le Centre de recherche sur les infrastructures en béton (CRIB) de l'Université Laval, un centre de renommée internationale qui regroupe six universités québécoises. Le CRIB attire des étudiants de partout à travers le monde. Des efforts plus grands sont parfois nécessaires. Un cher-



cheur iranien, au service de l'entreprise depuis 9 ans, a été recruté en France. L'entrevue s'est tenue... à Paris !

**Maxtech veut les meilleurs**  
À deux pas, une autre entreprise, Maxtech, se spécialise dans le moulage de poudres de métaux pour la fabrication de pièces dans l'industrie automobile. Encore une

fois, son marché est essentiellement américain. Des 90 personnes que Maxtech emploie, onze viennent de l'étranger. Ils sont journaliers ou techniciens spécialisés. Le directeur de la recherche, lui, est d'origine algérienne. L'entreprise compte également dans ses rangs un Rwandais, des Roumains et des Bosniaques.

« Nous n'avons pas de politique

particulière, dit la directrice des ressources humaines, Danielle Pearson. S'ils répondent aux critères, on embauche. »

Maxtech collabore aussi avec Emploi-Québec. Actuellement, un couple de Roumains, bacheliers en génie, travaille dans l'entreprise pour refaire les plans des réseaux électriques, du gaz et de la climatisation de l'entreprise.

## S'INSTALLER À QUÉBEC ? Oui, mais il faut pouvoir travailler



BABAKAR-PIERRE TOURÉ VEUT ATTÉNUER LA RÉSISTANCE QUAND VIENT LE TEMPS D'EMBAUCHER DES IMMIGRANTS.

Des fenêtres du bureau de Babakar-Pierre Touré, on peut apercevoir les toits du quartier Saint-Roch, dans la basse-ville de Québec. Un secteur en pleine transformation, un peu à l'image des ces immigrants qui débarquent à Québec en rêvant d'une vie nouvelle.

Babakar-Pierre Touré n'est pas un nouveau venu dans ce domaine. Le directeur général de SOIT (SOIT) de Québec, dont il a été l'un des fondateurs en 1985, est certainement l'un des plus anciens

organismes d'aide aux immigrants au Québec, à l'extérieur de Montréal. Il en est toujours le directeur général. « Je suis un accompagnateur », dit-il, pour résumer son travail de préparation, d'insertion et de maintien à l'emploi d'immigrants. En 2003-2004, le SOIT en a aidé 675 de 89 pays différents, dont une bonne part de Maghrébins.

Originaire du Sénégal, il est arrivé en 1970 pour étudier à l'Université Laval, où il a décroché un baccalauréat en linguistique, suivi d'un autre, en journalisme. Il est ensuite passé

aux Nations Unies, à New York, au service de presse en langue française, « mais ma femme, une Québécoise du Lac-Saint-Jean, ne voulait pas déménager... je suis revenu à Québec, une ville qui offre une grande liberté d'action, où il fait bon vivre. »

À force de côtoyer les immigrants, il constate leurs besoins criant en matière d'insertion au travail. Ce sera le point de départ du SOIT, un organisme sans but lucratif qui fonctionne avec des partenaires comme Emploi-Québec ou le ministère de l'Immigration du

Québec. « Nous allons jusqu'à leur trouver une formation scolaire adaptée grâce à des ententes avec les commissions sociales, par exemple. »

Les choses ont évolué, tout doucement... mais pas toujours dans le bon sens. « Il me semble qu'à l'époque, les Québécois étaient plus accueillants. J'ai eu moins de problèmes, il y a 30 ans, que mon fils, pourtant né ici ! Peut-être parce qu'il n'y avait pas beaucoup de Noirs et qu'on était curieux de les connaître. Aujourd'hui, on sent encore une forme de résistance quand vient

1929

RAWDON COMMENCE À ACCUEILLIR DES EUROPÉENS DE L'EST, RUSSES, POLONAIS, HONGROIS ET AUTRES.

1933

PARTI D'ITALIE, L'AMATEUR ITALIEN ITALO BILBO, ACCOMPAGNÉ D'UNE VINGTAINÉ D'HYDRAVIONS, SE POSE LE MATIN DU 14 JUILLET, PRÈS DU QUAI DE L'AÉROPORT FAIRCHILD, À LONGUEUIL.

1945

JACKIE ROBINSON EST LE PREMIER NOIR À ACCÉDER AUX LIGUES MAJEURES DU BASEBALL EN JOUANT AVEC LES ROYAUX DE MONTRÉAL.

1950-1960

QUELQUES MUSICIENS HAÏTIENS S'ÉTABLISSENT AU QUÉBEC : GUY DUROSIER, FRITZ PEREIRA, ERNST LAMY, JOE TROUILLOT.

1951

LES GRECS POSSÈDENT AU MOINS 1 000 PETITES ENTREPRISES À MONTRÉAL.

50 événements soutenus par la ville, dit-il, qui vont des Journées de la culture aux Fêtes des saveurs, et bien d'autres. »

Toutes ces initiatives vont dans un sens, contrer un choc démographique imminent. À Québec, la population risque de chuter dès 2010. « L'immigration est une réponse partielle, admet Yves Dallaire, et il faut aussi penser aux entreprises locales qui vont avoir besoin de main-d'œuvre professionnelle. Et comme la régionalisation de l'immigration n'est pas encore un succès, il nous faut nous organiser. »

Il a du boulot devant lui, ne serait-ce que parce que « l'immi-

gration a encore mauvaise réputation. Elle dérange. » Il souligne en même temps un fait moins connu : quand on considère la

proportion de travailleurs immigrants dans un pays donné, le Canada est au deuxième rang mondial, avec 18 % ! « C'est bien

plus qu'en France, par exemple, dont on parle davantage, parce qu'elle s'enlise dans des problèmes d'intégration. »

Sa recette pour le succès ? Le partenariat avec les organismes du milieu. « Il faut travailler avec les associations commu-

nautaires, les organismes qui rendent des services sur le terrain ainsi qu'avec les employeurs. C'est la clé. »

Les salaires sont pris en charge par un des programmes pour immigrants d'Emploi-Québec.

Pour ces gens, c'est l'occasion de mettre leurs connaissances à niveau et de se familiariser avec les exigences du gouvernement et des ordres professionnels. Un passage obligé qui, plus tard, leur permettra d'exercer ici leur profession. Pour l'entreprise, c'est l'occasion de revoir son fonctionnement à moindre coût.

Danielle Pearson n'a que de bons mots pour les travailleurs immigrants. « Plusieurs d'entre eux, dit-elle, ont vécu des situations difficiles. Ils cherchent une certaine stabilité, ils sont travailleurs et très dévoués. »

SEM et Maxtech ne notent pas de difficultés particulières à retenir ces travailleurs. « Les travailleurs spécialisés peuvent partir, dit M<sup>me</sup> Pearson, s'ils trouvent un défi plus stimulant à leurs yeux ou un travail mieux rémunéré. Mais ce n'est pas particulier aux immigrants. »

le temps de placer des gens. C'est désolant, mais on entend encore l'expression *voleurs de jobs*. »

Que faut-il faire pour changer le cap ? « Ça prend de la sensibilisation, il faut s'asseoir avec les entreprises et bien expliquer. » Toutefois, il se dit confiant. « Les pourvoyeurs d'emploi que je côtoie commencent à percevoir le problème de manque de main-d'œuvre. Et j'ai de bons rapports avec eux. Vous savez, dit-il, ces immigrants qui viennent nous voir ont en moyenne 32 ans, ils sont forts psychologiquement et ils veulent travailler. Il ne faut pas les traiter comme des intrus. La société a besoin d'eux. »



## VOUS CHERCHEZ DE LA MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE?

**Le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) pourrait vous permettre d'obtenir une aide financière pour embaucher une personne qui souhaite vivre une première expérience de travail au Québec dans son domaine de compétence.**

**POUR EN SAVOIR DAVANTAGE:**

- Téléphonnez au 1 888 EMPLOIS
- Visitez [emploiquebec.net](http://emploiquebec.net)

**Québec**

Une réalisation de :

- Emploi-Québec
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- Investissement Québec

1952

OUVERTURE D'UNE  
PREMIÈRE PAROISSE  
CATHOLIQUE UKRAINIENNE  
À VAL D'OR, EN ABITIBI.

1955

VERS 1955, ENVIRON 3 000  
GRECS ARRIVENT CHAQUE  
ANNÉE À MONTRÉAL;  
LA PLUPART D'ENTRE EUX  
SONT DES TRAVAILLEURS  
NON SPÉCIALISÉS.

1958

PREMIÈRE HÔTESSE DE L'AIR INUIT.  
LE 15 MAI, ANN WITALTUK DEVIENT  
HÔTESSE DE L'AIR À BORD DES  
APPAREILS DE LA FIRME TRANSAIR.

1958

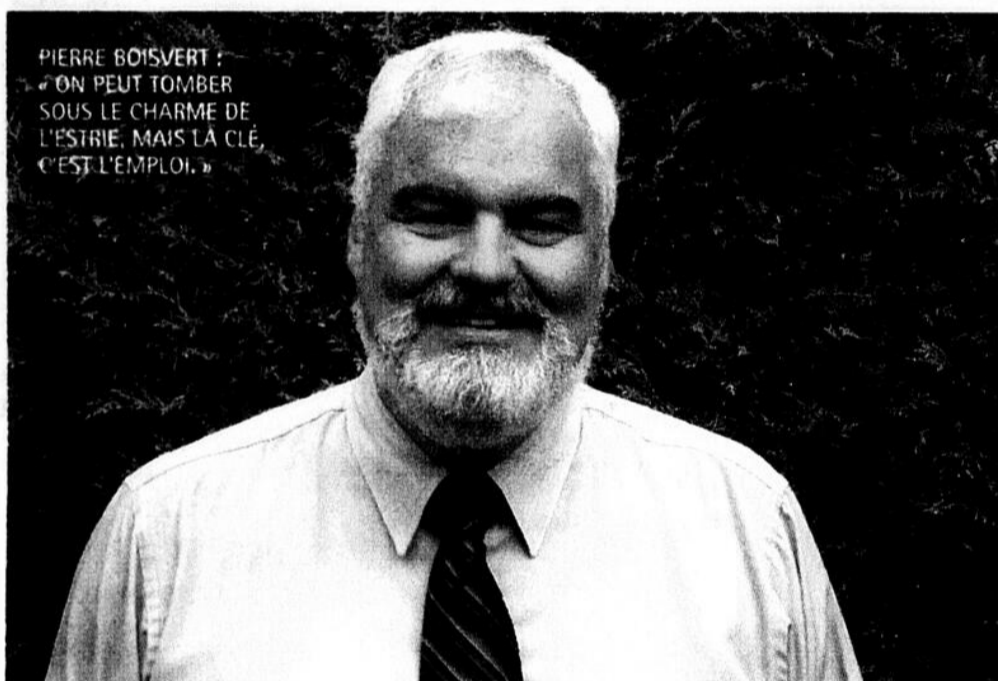
UN NOUVEAU TYPE  
D'IMMIGRANT JUIF  
COMMENCE À ARRIVER AU  
QUÉBEC : LES SÉFARADES.

1960

ENVIRON 100 ARGENTINS,  
DES ÉTUDIANTS ET DES  
PROFESSIONNELS POUR  
LA PLUPART, ÉMIGRENT  
VERS MONTRÉAL.

# NATIONS UNIES à la Sherbrooke

## La ville donne l'exemple dans l'intégration des immigrants



PIERRE BOISVERT :  
« ON PEUT TOMBER  
SOUS LE CHARME DE  
L'ESTRIE, MAIS LA CLÉ,  
C'EST L'EMPLOI. »

PIERRE BOISVERT

La reine des Cantons de l'Est ne se sera jamais parée d'habits aussi colorés.

Aujourd'hui, Sherbrooke abrite environ 600 Afghans d'origine, au moins autant d'ex-Yougoslaves et des milliers de citoyens venus de partout dans le monde. Au point où les Néo-Québécois forment 5 % de sa population. Mis à part Montréal et Gatineau, la ville affiche maintenant la plus forte représentation de communautés culturelles de tout le Québec.

À Sherbrooke, c'est un avantage sur lequel on entend bâtir. Elle est devenue, en 2002, la première ville « fusionnée » à se doter d'une politique d'intégration des immigrants. « Nous avons été sollicités en 2002 par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, qui souhaitait que nous

agissions à l'échelle locale », dit Pierre Boisvert, conseiller municipal et responsable du dossier à Sherbrooke. « La délégation de pouvoirs et l'argent ont suivi. »

La ville a donc entrepris de favoriser l'accès aux services à tous les immigrants en jouant sur les rapprochements culturels et les partenariats. C'est ce qui a mené à des événements comme le festival des traditions du monde, qui se tient en août et qui met en valeurs autant les gastronomies que les coutumes. « L'an dernier, nous avons même célébré sous une tente un mariage marocain, un vrai, et les visiteurs pouvaient y assister ! Le festival est si populaire que les autos sont stationnées sur plus d'un km », dit-il.

Trois immigrants sur quatre qui arrivent à Sherbrooke y demeurent. Mais rien n'est jamais gagné. Pierre Boisvert reconnaît

lui aussi l'absolue nécessité de trouver du travail à ces nouveaux arrivants. « On peut tomber en amour avec l'Estrie. Mais la clé, c'est l'emploi. »

C'est là une tâche à laquelle s'est attelé le service d'aide aux Néo-Canadiens, dirigé depuis 1999 par Mercedes Orellana. Arrivée en mars 1986 du Salvador avec son mari et ses trois enfants, celle-ci s'est rapidement mêlée à la vie locale et a décroché une maîtrise en gestion de la productivité humaine à l'Université de Sherbrooke. Sa connaissance de la condition d'immigrant lui indique qu'une intégration réussie passe par un chèque de paie. « Trouver un travail est une partie essentielle de notre mission », dit-elle.

Déjà, en 1993, le Service avait reçu du MIQ le mandat de se pencher sur l'employabilité des Néo-Québécois. L'an passé, il en a accueilli 500, et a contribué

directement à en faire embaucher une centaine. Mercedes Orellana sait cependant que la reconnaissance des acquis demeure un sérieux écueil. Au moins a-t-elle contribué récemment à placer deux médecins, l'un Algérien, l'autre Colombien, dans une entreprise de Cookshire, Omni-Med, spécialisée en logiciels destiné au milieu médical. Mais elle compte encore cinq autres médecins en attente, dont un cardiologue cubain, forcés de rester sur les lignes de côté sans pouvoir faire profiter la société québécoise de leur savoir...

Le problème ne s'arrête pas là. « Encore faut-il connaître les besoins des employeurs, qui réagissent souvent en retard », dit Guy Bellavance, président du conseil d'administration du Service et ancien dg de la Société québécoise de développement de la main d'œuvre. « Nous pouvons les aider. Mais il suffit d'une expérience de formation ayant mal tourné pour qu'ils deviennent réticents envers les immigrants. »

Des initiatives intéressantes, comme un récent déjeuner-causerie intitulé *Parlons des vraies affaires*, montrent que le milieu s'ouvre de plus en plus. À cette occasion, une centaine d'employeurs se sont réunis dans un hôtel de la ville pour entendre parler de l'intégration des immigrants au travail.

Est-on fier, à Sherbrooke, de cette évolution qui éloigne la ville de son passé loyaliste ? « Fier ? On ne pense pas ainsi, répond Pierre Boisvert. Mais je suis invité dans plusieurs villes pour présenter notre politique. Ça doit bien dire quelque chose. »

## DE L'AFGHANISTAN À L'ESTRIE

Il y a quelques années, Shah Ismatullah Habibi a pris un taxi de Sherbrooke à Magog pour une entrevue pouvant déboucher sur un emploi. Il n'a pas réalisé que le montant de la course, 30 \$, ne comprenait que l'aller... Faute d'argent, il a marché quatre heures pour le retour. Mais il ne s'est jamais laissé décourager, et il aide maintenant d'autres immigrants en dirigeant l'Association éducative transculturelle (AET), au service de l'étonnant multiculturalisme qui caractérise aujourd'hui Sherbrooke.

« Nous prenons en charge l'accueil des nouveaux arrivants pour qu'ils n'aient pas à solliciter l'aide des gouvernements la première année, avec l'appui de leur famille, quand ils en ont déjà ici. » L'AET, dont il est le seul permanent avec de nombreux bénévoles, guide annuellement entre 150 et 250 personnes venues de tous les continents, en les aidant aussi dans leurs efforts de francisation.

Lui-même est arrivé d'Afghanistan en mars 1993, avec sa femme et ses quatre enfants âgés de six ans à six mois. Il reconnaît que « la première année a été difficile. Après six mois de francisation, je me suis trouvé un emploi comme journalier dans une imprimerie. Ma femme, enseignante de formation, s'est fait embaucher dans une usine de caoutchouc à Stanstead. Les immigrants n'ont pas souvent le choix : on peut attendre longtemps si on tient à travailler dans ce que l'on connaît. »

Ils ont été les premiers Afghans à Sherbrooke. D'autres ont suivi. Aujourd'hui, cette dynamique communauté regroupe au moins 800 personnes bien installées, avec des services à l'avenant. On y trouve, par exemple, deux mosquées. C'est en partie l'absence de lieu de culte qui cause souvent l'échec de l'intégration en région, comme ce fut le cas d'Afghans dans le secteur de Lac Mégantic. « C'est toujours la première famille qui est difficile à garder, souligne M. Habibi. Après, on peut bâtir et en installer d'autres. »

Souriant, il se dit très heureux de son sort, maintenant qu'il aide d'autres arrivants à s'implanter « pour éviter qu'ils se retrouvent dépendants de l'aide sociale ». Il a deux filles au cégep, on le sollicite de toutes parts – il est conseiller culturel pour les Forces armées canadiennes –, et ses efforts lui ont valu des citations, comme le Prix de la citoyenneté. « La seule recette, dit-il, c'est de continuer à aller vers l'autre. »



BARINE, NASIMA, SHAH ISMATULLAH ET MUSTAFA HABIBI

SHERBROOKE, AUJOURD'HUI LA PLUS FORTEMENT REPRÉSENTÉE  
DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES AU QUÉBEC, APRÈS MONTRÉAL  
ET GATINEAU.

1960

NOUVELLE VAGUE  
D'IMMIGRATION PORTUGAISE  
À MONTRÉAL, EN PROVENANCE  
DE MADÈRE ET DU CONTINENT.

1965

CONSTRUCTION DE LA PREMIÈRE  
MOSQUÉE AU QUÉBEC, LE  
CENTRE ISLAMIQUE DU QUÉBEC,  
À VILLE SAINT-LAURENT.

1965

UN SERVICE DE  
L'IMMIGRATION EST  
RATTACHÉ AU MINISTÈRE  
DES AFFAIRES CULTURELLES.

1968

CRÉATION DU  
MINISTÈRE DE  
L'IMMIGRATION  
DU QUÉBEC

1970

ON COMPTE ENVRON 1 200  
VIETNAMIENS, AINSI QUE QUELQUES  
CENTAINES DE LAOTIENS ET DE  
CAMBODGIENS ÉTABLIS AU QUÉBEC.

# Faut-il gaspiller des diplômes pour protéger le public ?

Éric Troncy est médecin vétérinaire et spécialisé en anesthésie. En 1999, il a obtenu son doctorat de l'Université de Montréal (UdeM). Depuis 2002, il enseigne à l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe, rattachée à l'UdeM. C'est lui qui forme les futurs spécialistes québécois en anesthésie animale. Il donne une foule de conférences, et compte tenu de son savoir, on le considère comme un des experts au Québec. Tout va bien... sauf que le Dr Troncy est interdit de pratique hors des murs de l'École !

Comme il a acquis sa formation de base en France, d'où il est originaire, l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ne l'accepte pas dans ses rangs. Ses compétences ne sont pas reconnues et il ne peut donc pas revendiquer le titre de médecin vétérinaire à part entière.

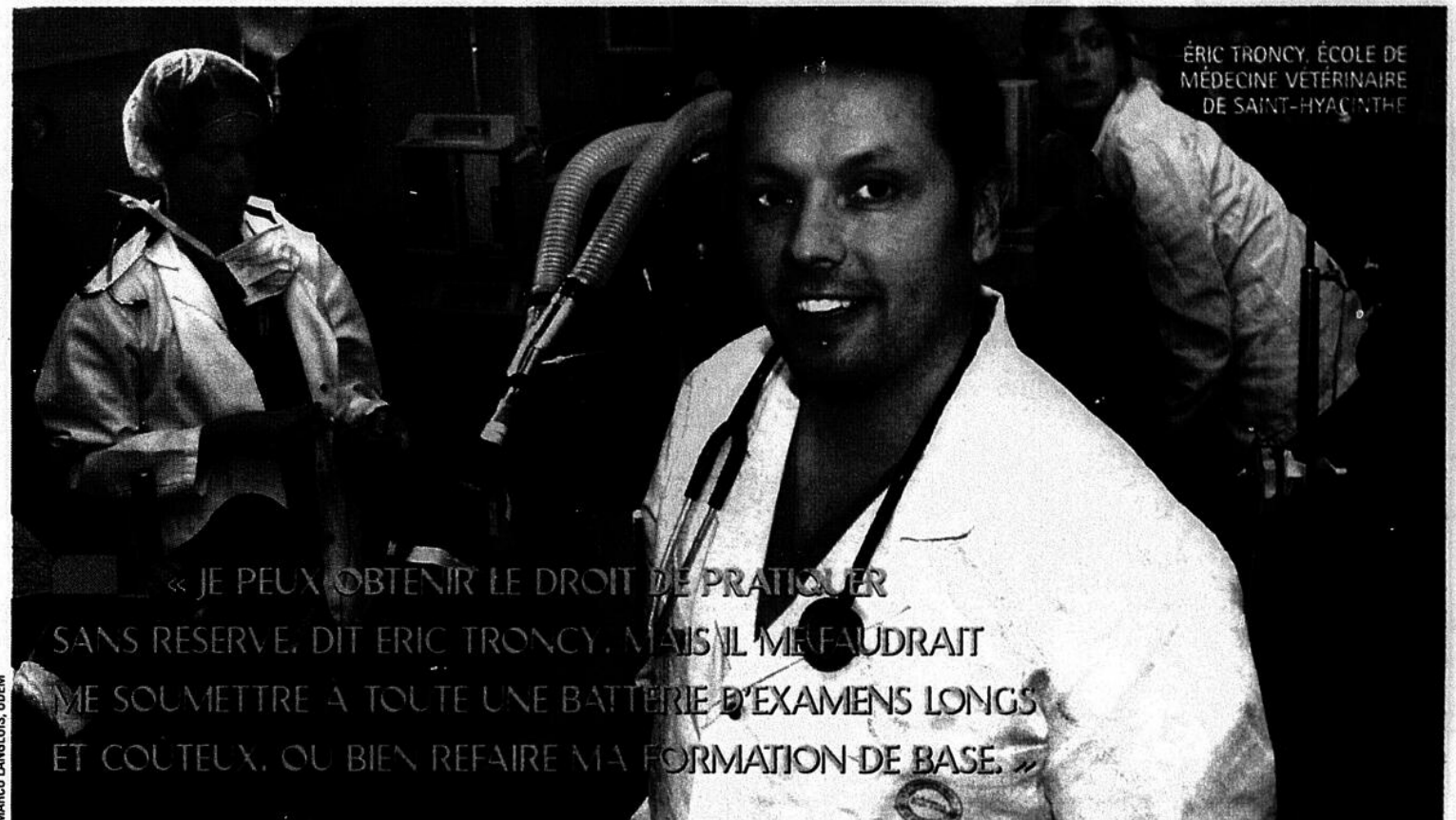
Comment cela se fait-il ? Alors qu'il est dûment diplômé de la seule institution d'éducation québécoise en la matière ? Le paradoxe est surprenant. « Quand les Français arrivent ici, leur formation antérieure est reconnue par le système d'éducation québécois... mais pas par l'Ordre, dit-il. J'ai pourtant fait mes études à l'Université de Lyon, une école historique, en Europe, pour l'enseignement vétérinaire. »

Il appert que les diplômés français ne sont pas valides aux yeux de l'American Veterinary Medical Association (AVMA), ni par conséquent de l'Association canadienne des médecins vétérinaires (ACMV). L'Ordre fait alors valoir que s'il acceptait dans ses rangs des vétérinaires non titularisés par ces associations, il compromettrait du coup les chances de l'ensemble de ses membres de travailler à l'extérieur du Québec. « Je peux obtenir le droit de pratiquer sans réserve, dit M. Troncy. Mais il me faudrait me soumettre à toute une batterie d'examens longs et coûteux, ou bien refaire mes études de base. Autrement dit, un vétérinaire spécialisé dans les chèvres ou les vaches devrait se faire évaluer sur tout, les chats, les chiens, les perruches... ça me dépasse. »

Ce n'est que la pointe de l'iceberg. Le Québec compte quelque 50 professions regroupées dans 45 ordres, qui ont formellement pour mandat de « veiller à la protection du public ». Pour être autorisé à pratiquer sa profession, il faut faire partie de l'Ordre concerné. Or, si un professeur vétérinaire français n'a pas le droit de pratiquer son métier sans retourner sur les bancs d'école, imaginez un médecin croate ou un chimiste algérien.

La situation fait bondir François Lubrina. Connu des lecteurs de *La Presse*, où il signe une chronique tous les dimanches – ainsi que de sa clientèle montréalaise qu'il sert depuis plus de 30 ans –, il crie à l'inéquité. Médecin vétérinaire, il est lui-même reconnu sans restriction puisqu'il a fait toutes ses études au Québec et a obtenu son diplôme de l'UdeM en 1973. Il s'émeut d'autant plus de cette impasse qu'il porte le titre de délégué élu pour le Canada de l'Assemblée des Français de l'étranger.

« C'est du protectionnisme, rugit-il. On a élevé des barrières pour garder le marché. Ça fait mal,



surtout que les vétérinaires arrivent à l'âge de la retraite, on risque la pénurie, les tarifs vont en augmentant, les services deviennent inaccessibles, en particulier dans les campagnes, et les Américains en profitent pour venir piger dans nos effectifs ! Vous savez, poursuit-il, auparavant, la France reconnaissait les vétérinaires québécois. Devant ce blocage, elle a cessé de le faire. » La femme de M. Troncy, Québécoise et elle-même vétérinaire, a donc perdu le droit de pratiquer en France...

Christiane Gagnon préside l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec. Elle est également propriétaire de l'Hôpital vétérinaire Saint-Eustache-Deux-Montagnes. Elle reconnaît le danger actuel de pénurie et la surcharge de travail

qui pèse sur les praticiens, ce qui l'amène à considérer l'idée d'assouplir les conditions d'entrée dans l'Ordre. Mais elle insiste : « La sécurité du public passe avant tout. C'est la raison d'être des ordres professionnels. »

M<sup>me</sup> Gagnon songe à mettre l'accent sur l'examen de base, théorique, que tous les aspirants vétérinaires doivent passer, quitte à ce que les candidats étrangers qualifiés puissent être dispensés du volet clinique qui pose problème parce que long et dispendieux. « C'est une piste prometteuse, qui leur accorderait un droit de pratique uniquement dans leur domaine. On pourrait aussi songer à une année de formation à l'École de médecine vétérinaire qui servirait

d'attestation. Mais nous devons être prudents : il est difficile de tout surveiller. Si une personne prétend ne travailler que sur l'espèce qu'elle connaît, est-ce vraiment le cas ? »

Au-delà des détails techniques, un fait est clair : le problème de la relève sera criant dans quelques années et M<sup>me</sup> Gagnon le sait bien. « Il en va de notre qualité de vie de trouver des solutions », affirme-t-elle. Corporatisme ? Elle réfute l'argument. « Nous souhaitons conserver ici les candidats étrangers. Tout est dans la manière. Si les consommateurs québécois nous disent que les besoins sont trop grands et qu'il faut ouvrir les portes, peu importe les règles, nous le ferons. Mais nous n'en sommes pas encore là. »

## FRANCOGÉNIE : CHEZ LES INGÉNIEURS, ÇA BOUGE

Au moins, les relations France-Québec se sont réchauffées chez les ingénieurs, et une Entente de reconnaissance réciproque existe depuis cinq ans entre l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) et son homologue français, la Commission des titres d'ingénieur (CTI). En clair, l'accord permet à tout ingénieur français diplômé d'un établissement dûment habilité par la CTI d'intégrer l'Ordre sans devoir passer des examens techniques, et réciproquement pour les candidats québécois en France.

Mais il resterait des irritants, au Québec, comme des coûts supérieurs, des délais pour l'obtention du titre et des tracasseries administratives. C'est notamment ce qui a inspiré la création de l'Association québécoise Francogénie, qui entend faciliter l'intégration au Québec de ses membres ingénieurs d'origine française en vue d'une longue carrière ici.

« Au-delà de cette discussion sur les diplômes, il faut prendre conscience des différences culturelles, dit Jean-Jack Patard, l'un des initiateurs de l'Association. Les ingénieurs immigrants doivent faire preuve d'une certaine humilité : en France, par exemple, le titre d'ingénieur donne droit à une gloriole, bien plus importante qu'ici. » En arrivant au Saguenay en 1977 pour entrer chez Alcan, son collègue Jean-Marie Sala dit avoir eu « la chance de plonger directement dans la société québécoise sans me retrouver parmi des Français, ce qui a accéléré mon adaptation... Francogénie pourrait aujourd'hui aider à sensibiliser les diplômés français avant leur arrivée, à la fois pour leur donner un coup de main dans la reconnaissance de leurs compétences et pour qu'ils profitent bien de la grande capacité d'accueil des Québécois. »

1973

AVEC LE RENVERSEMENT DU GOUVERNEMENT DE SALVADOR ALLENDE, DES CENTAINES DE CHIENS FUJENT VERS LE CANADA, EN PARTICULIER AU QUÉBEC.

1975

LA DÉFAITE DES AMÉRICAINS AU VIÊT-NAM CONDUIT AU DÉPART MASSIF DE VIETNAMIENS, DONT ENVIRON 6 500 SONT ADMIS AU CANADA COMME RÉFUGIÉS POLITIQUES, SURTOUT AU QUÉBEC.

1977

QUATRE COFI (CENTRES DE FORMATION ET D'INFORMATION DES IMMIGRANTS) SONT CRÉÉS EN RÉGION POUR PROMOUVOIR LA RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION.

1978

ENTENTE CULLEN-COUTURE, PAR LAQUELLE LE QUÉBEC OBTIENT DES POUVOIRS POUR LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS INDÉPENDANTS.

1979

ARRIVÉE MASSIVE DE RÉFUGIÉS ASIATIQUES (13 000), DES BOAT PEOPLE, AU QUÉBEC.

# Les ordres professionnels se disent ouverts aux immigrants qualifiés

Les orthophonistes ne suffisent plus à la tâche au Québec. Question de régler le problème, leur ordre a récemment lancé des campagnes de recrutement à l'étranger pour faire immigrer ici des spécialistes qui font défaut. C'est le genre d'initiative que cite André Gariépy, avocat et directeur général du Conseil interprofessionnel du Québec, quand il proclame la bonne foi des ordres dans le débat sur la reconnaissance des diplômes des immigrants.

« Les pénuries nous embêtent autant que tout le monde, surtout quand le public devient

mal desservi. Nous n'avons pas le contrôle sur l'offre et la demande : personne n'impose de quotas. Mais quelqu'un doit quand même veiller à ce que les compétences soient appropriées, et c'est ici que nous intervenons. »

Le Conseil regroupe 45 ordres qui régissent 50 professions au Québec. Et son d.-g. n'apprécie pas qu'on les accuse d'ériger des barrières pour protéger les intérêts des membres : « C'est une vision rapide des choses, basée sur de fausses impressions, d'autant plus que la situation s'est décoincée depuis quelques années. »

Dans un mémoire présenté en

avril 2005 au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration de la Chambre des communes, à Ottawa, le Conseil a fait valoir une hausse marquée des demandes d'équivalence reçues par les ordres québécois depuis 2000-2001 : elle sont passées de 750 à plus de 3 000 trois ans plus tard. « De tous ces candidats, précise André Gariépy, 40 % sont acceptés sans condition, 40 % le sont en complétant une formation, et seulement 20 % sont refusés, essentiellement parce qu'ils ont été mal renseignés. »

Dans un autre mémoire, déposé cette fois devant la Commission

de la culture de l'Assemblée nationale, en février 2004, on constate que les équivalences reconnues ou partiellement reconnues pour une formation acquise à l'étranger, dans le droit, l'administration ou les affaires atteignent 90 %, tandis que celles touchant le génie, l'aménagement ou les sciences obtenaient 93 %. Mais en santé et en relations humaines, un millier des quelque 3 400 demandes reçues, ou 29 %, sont refusées. On parle entre autres de médecins étrangers, dont la mise au rancart fait régulièrement la manchette.

« Il nous faut quand même

nous assurer que les gens qui viennent de l'extérieur sont de bon niveau. Allez-vous placer dans un bloc opératoire quelqu'un dont vous n'êtes pas absolument sûr ? Et il faudrait que le système d'éducation s'adapte lui aussi aux besoins. Il arrive que nous recommandions à des immigrants une formation technique supplémentaire, de niveau collégial par exemple, sauf que des Cégeps refusent de les accueillir. » Que le premier ministre Charest lui-même s'en mêle ne l'inquiète pas, au contraire. Il se dit très encouragé par le travail en cours et souligne que les ordres travaillent à ajuster leurs

mécanismes d'évaluation, " à bonifier les pratiques au regard des réalités changeantes de l'immigration", peut-on lire dans l'un des documents. En clair, ils ne veulent pas être accusés de se traîner les pieds.

André Gariépy, qui participe aux comités de travail sur l'immigration, semble déterminé à faire passer le message que la porte est ouverte. « C'est vrai, les immigrants nous coûtent souvent moins cher et ils peuvent représenter une richesse. Nous avons, nous, à faire en sorte que le public ait accès aux services dont il a besoin, en toute sécurité. »


Mot de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,

M<sup>ME</sup> MICHELLE COURCHESNE

Je suis particulièrement fière, au nom d'Emploi-Québec, de m'associer à ce cahier spécial sur l'immigration. Notre gouvernement est convaincu que les immigrants et immigrantes, par leur culture, leur mode de vie et leurs compétences, enrichissent le Québec. Dès 2011, la population québécoise en âge de travailler commencera à diminuer, ce qui occasionnera une rareté de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs de l'économie. Dans ce contexte, l'immigration sera appelée à assurer plus que jamais une part importante de la croissance démographique.

La présence de personnes issues de l'immigration dans toutes les régions du Québec est un défi crucial pour la société d'aujourd'hui et de demain. D'ailleurs, partout au Québec, nous reconnaissons de plus en plus l'immigration comme un axe porteur de développement.

L'une des meilleures façons de favoriser leur intégration est sans aucun doute



MICHELLE COURCHESNE  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

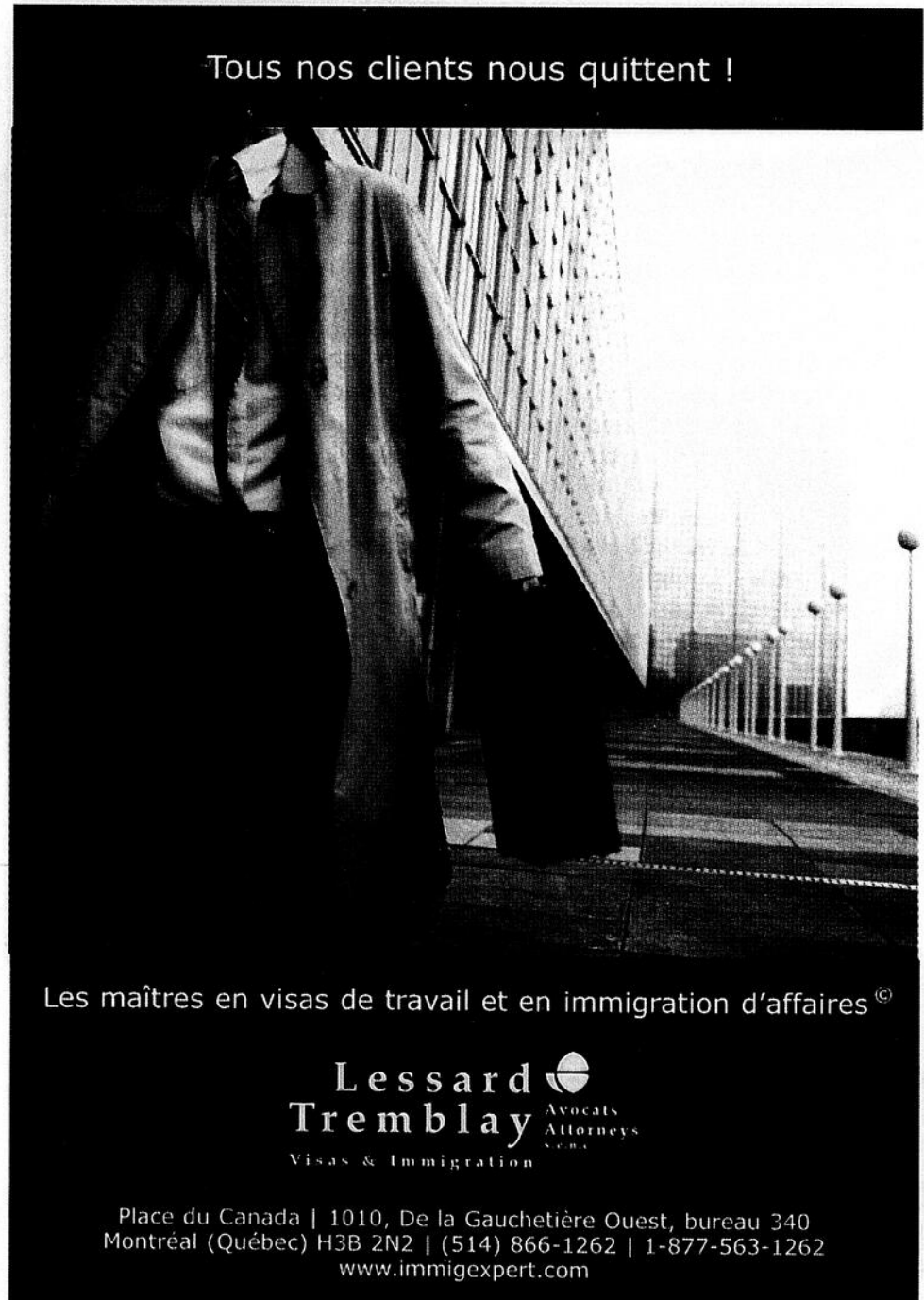


de leur faciliter l'accès au marché du travail. C'est pourquoi notre gouvernement met en place des moyens qui favorisent cette insertion en emploi tel le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) lancé en mai dernier.

Les Québécoises et les Québécois sont reconnus pour être accueillants et tolérants. Nous devons miser sur ces valeurs pour faciliter l'intégration des personnes immigrantes. En relevant notre défi démographique et en faisant preuve d'ouverture sur le monde, nous réaliserons le Québec de demain.

Emploi  
Québec

Tous nos clients nous quittent !



Les maîtres en visas de travail et en immigration d'affaires<sup>®</sup>

Lessard  
Tremblay  
Avocats  
Attorneys  
Visas & Immigration

Place du Canada | 1010, De la Gauchetière Ouest, bureau 340  
Montréal (Québec) H3B 2N2 | (514) 866-1262 | 1-877-563-1262  
www.immigexpert.com

1996

BRUNY SURIN GAGNE LA MÉDAILLE D'OR AVEC L'ÉQUIPE DE SPRINTERS CANADIENS AU RELAIS 4 FOIS 100 MÈTRES DES JEUX OLYMPIQUES D'ATLANTA.

1999

PLUSIEURS FAMILLES DE RÉFUGIÉS DU KOSOVO SONT REÇUES À MONTRÉAL ET À QUÉBEC.

2001

LE MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION PUBLIE L'ÉTUDE ILS SONT MAINTENANT D'ICI ! SUR LES DIX PREMIÈRES ANNÉES AU QUÉBEC DES IMMIGRANTS ADMIS EN 1989.

2003

RAWDON PRÉSENTE SON PREMIER HOMMAGE INTERCULTUREL.

2004

LINO SAPUTO JR PREND LES COMMANDES DE L'ENTREPRISE FONDÉE PAR SON PÈRE EN 1954.

# Briller avec les meilleurs

Le groupe SNC-Lavalin est la plus importante firme d'ingénierie au

Canada. C'est aussi, probablement, l'une des plus multiculturelles : des gens de 50 nationalités, parlant quelque 80 langues, s'y côtoient en harmonie dans ses bureaux répartis dans 30 pays.

« Nous cherchons à engager les meilleurs, sans considération de langue ou de couleur de peau », dit Jacques Lamarre, le président et chef de la direction du groupe. « C'est la condition pour être nous aussi les meilleurs au monde. »

Jacques Lamarre voit dans cette diversité de cultures un des plus grands atouts de l'entreprise. « Nous sommes chez nous partout sur la planète », affirme-t-il, un avantage stratégique quand on évolue sur tous les continents et que la concurrence ne fait

pas de cadeaux. « Prendre les meilleurs, poursuit-il, cela signifie ne pas regarder seulement les ressources locales. Une fois chez nous, ils sont tous traités de manière équivalente et équitable. Il faut qu'ils se sentent bienvenus et heureux. C'est facile, parce qu'ils trouvent tout autour des gens avec les mêmes résonances, les mêmes intérêts humains. »

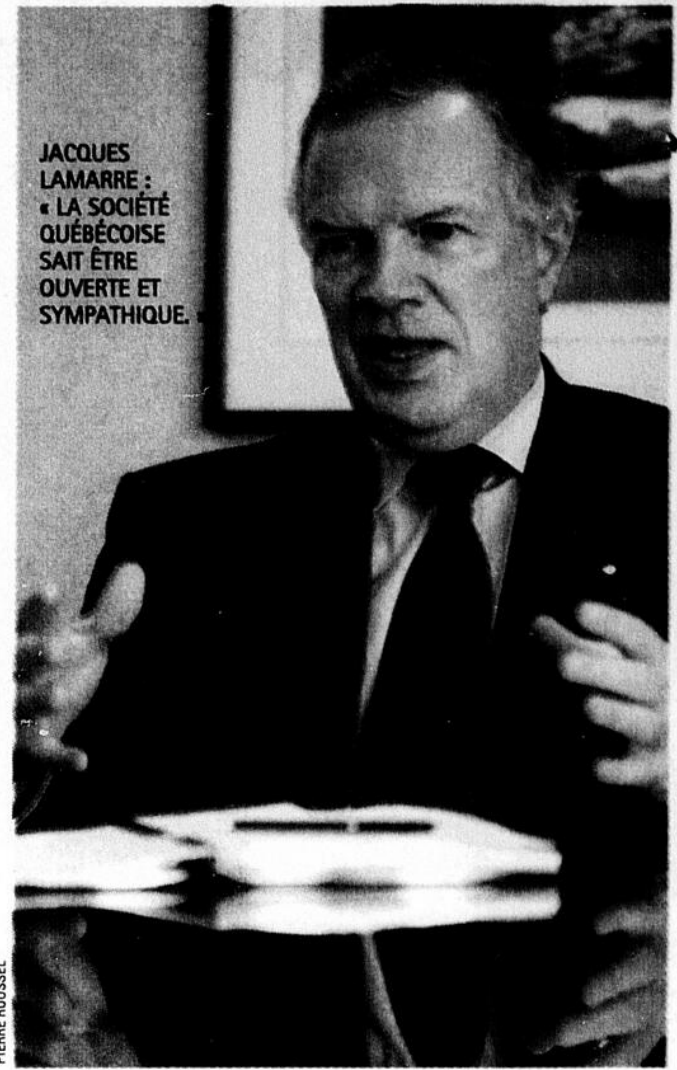
SNC-Lavalin engage des ingénieurs de partout dans le monde. L'entreprise ne se sent pas brimée pour autant par les politiques de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) touchant la reconnaissance des diplômes étrangers, même si le débat est acrimonieux pour d'autres professions.

« Il faut s'assurer que les compétences sont réelles, souligne Jacques Lamarre. Les régies ont leur place et il est important qu'elles demeurent, même si on doit en même temps ouvrir la porte aux gens capables. Ici, les gens ne font pas de faux compromis. Ça n'aiderait personne à la longue. Et quand c'est bien, c'est bien. » Il lance un concept intéressant : « Je suis pour la sévérité positive. »

L'expérience du groupe le montre, la contribution des immigrants est précieuse. Le Québec est-il prêt, collectivement, à jouer cette carte ? « Je pense que oui, dit-il. Tout le monde va y trouver son compte. La société québécoise sait être ouverte et

sympathique. On y respire la liberté. Il y a là de bonnes occasions à explorer. Pour être les meilleurs, il faut englober les talents des différentes sociétés. Même dans les petites entreprises, on peut reprendre cet esprit d'ouverture. En général, au Canada, on est plus conciliant avec les autres cultures, moins dominateurs. »

Les immigrants peuvent aider à faire avancer les choses localement, mais ils peuvent aussi donner un bon coup de main à l'international. Demain, le monde ! « On est mieux outillé quand on peut profiter des bagages des autres, conclut le président du groupe SNC-Lavalin. C'est plus facile pour aller vers les marchés étrangers. C'est ça, l'avenir. »



JACQUES LAMARRE : « LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE SAIT ÊTRE OUVERTE ET SYMPATHIQUE. »

PIERRE ROUSSEL

## COMMENT S'Y RETROUVER

Voici un répertoire d'organismes actifs en matière d'immigration ainsi que leurs coordonnées

Deux sites reliés au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles :

[www.micc.gouv.qc.ca](http://www.micc.gouv.qc.ca) : Adresse centrale, qui présente l'ensemble des programmes et services offerts par le MICC, de même que les documents publiés par le ministère (dans « Documentation »).

On y trouve entre autres les détails concernant le Service d'information sur les professions réglementées (SIPR), que l'on peut aussi joindre au (514) 864-9191.

Le site [www.immigration-quebec.gouv.qc.ca](http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca) est surtout dédié aux questions pratiques pour les personnes désirant immigrer et bien s'installer au Québec.

[www.cic.gc.ca](http://www.cic.gc.ca) : Site de Citoyenneté et Immigration Canada, source officielle de renseignements sur

l'immigration et la citoyenneté au Canada.

[www.teri.qc.ca](http://www.teri.qc.ca) : Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes. Regroupement d'une centaine d'organismes de partout au Québec. Ils y sont répertoriés avec leurs propres coordonnées.

On peut aussi consulter le répertoire du ministère de l'Immigration.

<http://osim.inrs-ucs.uguebec.ca> : Site de l'Observatoire statistique d'immigration et métropoles, qui fait notamment la promotion et la diffusion de données issues de recherches sur l'immigration.

[www.conseilinterculturel.gouv.qc.ca](http://www.conseilinterculturel.gouv.qc.ca) : Conseil des relations interculturelles du Québec (CRI), organisme conseil auprès du MICC. On

peut notamment y retrouver les différents avis acheminés à la ministre.

[www.professions-quebec.org](http://www.professions-quebec.org) : Site du Conseil interprofessionnel du Québec, qui présente le système professionnel québécois et répertorie les 45 ordres professionnels regroupant 300 000 professionnels.

[www.opq.gouv.qc.ca](http://www.opq.gouv.qc.ca) : Site de l'Office des professions du Québec, qui supervise la pratique des ordres professionnels du Québec

[www.toile.com/quebec/societe/immigration](http://www.toile.com/quebec/societe/immigration) : Un répertoire d'une trentaine de sites dédiés aux questions d'immigration et de multiculturalisme.

[www.conference.board.ca](http://www.conference.board.ca) : Adresse du Conference Board qui a produit quelques études intéressantes sur l'immigration et les

communautés culturelles, notamment *Optimiser les talents des minorités visibles : une affaire de bon sens - Guide de l'employeur*

**Coordonnées des organismes et entreprises présentés dans ce numéro spécial du journal LES AFFAIRES**

■ Les Cuisines gaspésiennes : (418) 562-5757

■ Informatique EBR : [www.ebr.ca](http://www.ebr.ca)

■ SAM Electron technologies : [www.electrontechnologies.com](http://www.electrontechnologies.com)

■ Pizzeria Stratos : (819) 693-6502

■ Fromagerie Lehmann : [www.fromageduquebec.qc.ca/lehmann.html](http://www.fromageduquebec.qc.ca/lehmann.html)

■ Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce : (418) 427-2637

■ Intégration communautaire des immigrants : (418) 338-2050

■ Municipalité de Rawdon : [www.municipalite.rawdon.qc.ca](http://www.municipalite.rawdon.qc.ca)

■ CLD du Kamouraska (pour Accueil intégration immigrants) : [www.cld.kamouraska.com](http://www.cld.kamouraska.com)

■ Fédération des Chambres de commerce du Québec : [www.fccq.ca](http://www.fccq.ca)

■ Ville de Québec : [www.ville.quebec.qc.ca](http://www.ville.quebec.qc.ca)

■ Parc technologique de Québec : [www.parctechno.qc.ca](http://www.parctechno.qc.ca)

■ Service d'orientation et d'intégration au travail de Québec (SOITT) : (418) 648-0822

■ Ville de Sherbrooke : [www.ville.sherbrooke.qc.ca](http://www.ville.sherbrooke.qc.ca)

■ Service d'aide aux Néo-Canadiens : [www.aide-internet.org](http://www.aide-internet.org)

■ Comité d'accueil aux nouveaux immigrants (CANI) : (819) 563-4460

■ SAJE Montréal Centre : [www.sajemontrealcentre.com](http://www.sajemontrealcentre.com)

■ Centre d'études ethniques des universités montréalaises (dirigé par le professeur Jean Renaud) :

[www.ceetum.umontreal.ca](http://www.ceetum.umontreal.ca)

■ Association québécoise Francogénie : [www.francogenie.com](http://www.francogenie.com)

■ Ordre des ingénieurs du Québec : [www.oiq.qc.ca](http://www.oiq.qc.ca)

■ Ordre des médecins vétérinaires du Québec : [www.omvq.qc.ca](http://www.omvq.qc.ca)

■ Chambre de commerce du Montréal métropolitain : [www.cccmm.qc.ca](http://www.cccmm.qc.ca)

■ Jeune Chambre de commerce de Montréal : [www.jccmm.org](http://www.jccmm.org)

■ Jeune Chambre de commerce haïtienne : [www.jcch.ca](http://www.jcch.ca)

■ Groupe SNC-Lavalin : [www.snc-lavalin.com](http://www.snc-lavalin.com)



MIEUX  
CONSOMMER

POUR MIEUX PERFORMER

## Avez-vous les moyens de vous en passer ?

Vous êtes à la recherche de produits d'éclairage moins énergivores ? Vous considérez l'achat d'un nouveau moteur ? Profitez du programme *Produits efficaces* pour réaliser des économies d'énergie substantielles et obtenir une remise à l'achat des produits suivants :

- Fluorescents compacts
- Fluorescents T-5
- Fluorescents T-8
- Halogénures métalliques
- Indicateurs de sortie
- Sodium à haute pression
- Moteurs superéconergétiques  
NEMA Premium<sup>MC</sup> (1 à 75 hp)

Faites un choix éclairé!

Consultez un distributeur participant ou visitez le

[www.hydroquebec.com/produitsefficaces](http://www.hydroquebec.com/produitsefficaces)

SORTIE

Hydro  
Québec